

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / MARS 2020 / N°487

Dossier

La part masculine du féminisme

Grand entretien avec

Isabelle Boni-Claverie

La révolution par le bas



3 Édito

Liberté, égalité, féminisme...

SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

Série décolonisation du regard, épisode 3. Quoi, ma peau ? À

travers son histoire, Isabelle Boni-Claverie interroge la place des Noirs dans la société française.

SANDRA EVRARD

10 Dossier

La part masculine du féminisme

Elle a du bon, l'inclusion !
Surtout quand il s'agit de défendre les droits de la moitié de l'humanité. Sortir de la binarité, allier les forces et pallier les faiblesses : il ne s'agit pas de petits pas pour l'homme, mais bien de grands pas vers l'égalité.



46 Libres ensemble

46 Critique d'une mort annoncée.

Vivre mieux en renonçant à ce que l'on a : c'est la pulsion de vie selon Anselm Jappe. Sommes-nous prêts ? VÉRONIQUE BERGEN

50 Statut du fœtus : un désaccord

séculaire. Depuis plus de 150 ans, médecins libéraux et catholiques s'opposent au sujet de l'IVG. JOLIEN GIJBELS ET CÉCILE VANDERPELEN-DIAGRE

54 La révolution par le bas.

Depuis Paris, la sociologue Azadeh Kian analyse la lente marche des féministes islamiques du Moyen-Orient, au-delà de l'oxymore apparent. CATHERINE CALLICO

58 International

60 Multilatéralisme : mort cérébrale

ou analyse tronquée ? Certains s'en moquent, d'autres croient encore en la force de l'union : l'ordre mondial résiste tant bien que mal. SANDRA EVRARD

64 Aux armes (légères), et cætera.

Malgré la régulation du commerce, la frontière entre légalité et clandestinité est mince. Le marché gris ne fait pas dans la nuance. ACHILLE VERNE

67 Une Europe plus conflictuelle ?

Gouvernance et croyances religieuses : de nouvelles joutes politiques en vue. FRANÇOIS FORET

70 Culture

72 Yo les meufs ! Le festival La Belle

Hip Hop met les femmes sur le devant la scène et ouvre le cercle aux plus reclus.es d'entre nous.

AMÉLIE DOGOT

75 «Inapte» : l'élève ou l'école ?

Forcer les jeunes qui décrochent à rentrer dans le moule ? Surtout pas ! C'est l'école qui devrait courir pour les rattraper ! CATHERINE HAXHE

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Mythe moderne. BAPTISTE COPPENS

Édito / Par Sandra Evrard, rédactrice en chef

Liberté, égalité, féminisme...

Il y a un côté un peu ubuesque à revenir tous les 8 mars sur ces inégalités qui flagellent encore les droits dont les femmes sont supposées disposer dans nos États démocratiques. À force de plier, de se résigner face aux injustices, on s'y habituerait presque. Car finalement, que sont ces petits pour cent de différence salariale par rapport aux hommes ? Que sont ce taux de pauvreté qui touchent majoritairement les femmes – et plus encore celles en situation de monoparentalité –, cette double ou triple journée (boulot, tâches ménagères, enfants) qu'elles ont encore le « privilège » d'assumer, ces retraites de misère héritées de temps partiels que les femmes prennent encore à 45 % contre 9,5 % chez les salariés ? Sans oublier le harcèlement – dans la rue, sur les réseaux sociaux –, les violences intrafamiliales, les féminicides, le plafond de verre, l'invisibilisation, etc. Franchement, n'est-ce pas surréaliste de devoir citer ces faits et chiffres en 2020 ? Je me sens presque une « imposteur » (bizarrement, le féminin de ce mot n'existe pas !), alors qu'il s'agit là de réalités partagées par un nombre incalculable de femmes. Ces faits intolérables décrits dans les lignes qui précèdent auraient dû être explicités, étayés dans les lignes qui suivent, si n'était pas survenu entre-temps un événement que j'estime tout aussi surréaliste. Et vous allez rapidement faire lien, celui-ci provenant du cercle féministe de l'ULB. La relève militante, quoi ! Et pourtant : on tombe de haut lorsque dans un communiqué daté du 12 février, à l'occasion d'un débat sur la liberté d'expression que nous organisions à l'ULB, ce cercle – appuyé par l'Union syndicale étudiante – affirme sans ambages leur récrimination : « L'ULB se rend honteusement complice des réactionnaires de *Charlie Hebdo* en les invitant à cette rencontre. Pas de réacs sur nos campus », tance le communiqué publié sur Facebook. S'insurger contre la tenue d'un débat sur la liberté d'expression : cherchez l'erreur... Mais le plus effrayant là-dedans, c'est que les auteur.e.s de ce communiqué n'ont pas eu le courage de venir défendre leur position en direct, ce qui aurait d'ailleurs été palpitant face à l'une des grandes féministes de la rédaction présente lors de ce débat : Marika Bret.

Alors, oui, il y aurait peut-être eu certaines divergences, des points de vue inconciliables, ou peut-être aussi des nuances légitimes apportées dans la manière de mener le combat féministe, sur la place accordée à la diversité, à certaines minorités sur les mots choisis... Mais je ne peux pas croire un instant que le panel des intervenant.e.s dans ce débat et des militantes féministes dignes de ce nom n'auraient pas pu se mettre d'accord sur les combats fondamentaux qui sont ceux des femmes aujourd'hui, malheureusement, comme d'hier. Ce n'est clairement pas en divisant que l'on règne – malgré le dicton –, et c'est encore moins en prônant l'interdiction ou en dévoyant les droits fondamentaux, que l'on fait avancer ceux que les femmes sont encore tenues d'exiger aujourd'hui, envers et contre tout. Et si tel est le cas, on peut vraiment s'indigner et craindre que les visions obscurantistes commencent à prendre un peu trop de place au sein de notre société. Évitons l'essentialisation d'autrui et encourageons la convergence des luttes. Parce que les enjeux le valent bien. 

Opinion

Qui sont les jeunes Juifs de Bruxelles?

Comment se définissent les jeunes Juifs qui vivent en région bruxelloise? Quel rapport entretiennent-ils avec la laïcité? Être juif, pour eux, est-ce indéniablement lié à la religion ou plutôt à une culture? Réponses avec Nicolas Zomersztajn, rédacteur en chef de *Regards*, la revue du Centre communautaire laïc juif (CCLJ), suite à une enquête effectuée auprès de 150 jeunes âgés de 14 à 18 ans, membres des mouvements de jeunesse juifs ou inscrits au cours de religion israélite dans une école non juive.

«Nous souhaitions combler une lacune sur le fait qu'il n'existant pas d'étude sur les Juifs de Bruxelles. Selon ses résultats, 61 % des jeunes interrogés affirment ne pas croire en Dieu, ce qui n'empêche pas 95 % d'entre eux de se considérer comme juifs. Cela peut paraître paradoxalement, mais être juif, ce n'est pas seulement pratiquer une religion, c'est appartenir à un peuple, une culture, à une histoire, raison pour laquelle le judaïsme constitue le référent essentiel de nombreux Juifs. Il s'agit avant tout d'un sentiment d'appartenance à une communauté, à son destin. Même si l'élément religieux n'est pas présent pour le Juif laïque, il ne rejette pas pour autant tous les éléments du judaïsme, car c'est un très beau patrimoine qui lui appartient aussi. Il peut également en retirer des enseignements éthiques et moraux, des valeurs. Et c'est un repère historique qui fait partie de son identité.

Le judaïsme a la particularité d'être une orthopraxie (conduite conforme aux rites prescrits, NDLR), mais chez les Juifs laïques, on n'applique donc pas la loi: la stricte observance ne fait plus partie de la vie quotidienne. Nous ne voulons pas pour autant rejeter notre histoire, notre culture, notre identité. Par exemple, Hanouka, la fête des Lumières, reste importante pour les Juifs laïques, car c'est aussi la fête de la liberté, un moment où l'on se rappelle qu'un envahisseur a voulu que le peuple juif s'assimile complètement. Il y a donc de beaux enseignements à en tirer.

L'enquête révèle aujourd'hui que 70 % de jeunes Juifs n'ont jamais dû faire face à des propos antisémites. Évidemment, 30 %, c'est beaucoup, cela fait 50 enfants sur 150. Même si ce chiffre n'est pas terriblement élevé, il l'est



© Marc-Henri Cykiert

quand même trop, et il est clair que l'on note une montée de l'antisémitisme.

La plupart des jeunes Juifs se sentent bien en Belgique et n'envisagent pas d'aller s'installer en Israël. Cela ne les empêche pas d'avoir un lien affectif, parfois familial et alors d'autant plus fort, avec ce pays.

«Qui sont les jeunes Juifs de Bruxelles?»
 Étude effectuée en collaboration avec
 l'Institut d'étude du judaïsme de l'ULB et
 sous la supervision du sociologue Claude
 Javeau. À télécharger sur www.cclj.be.

La guerre des mots

«Présidente n. f.: femme d'un président.» Ainsi le dictionnaire *Larousse* en ligne définissait-il jusqu'au 5 février dernier le titre de cheffe de l'État dans une république. Elle ne pouvait encore être que «la femme de». Une internaute s'est indignée, Facebook s'est emballé à coup de posts relayés et... *Larousse* a corrigé sa définition. Depuis le 6 février donc, «président» et «présidente» ont – enfin! – droit à la même définition. Et si un «guerrier» est depuis toujours une «personne qui fait la guerre», une «guerrière» ne l'est tout autant que depuis quelques jours. Jusqu'il y a peu, elle avait droit à non pas une mais deux définitions connotées façon «feministe hystérique». Si elle n'était pas une «jeune fille, jeune femme qui revendique avec agressivité et violence sa place dans la société», alors la guerrière était forcément une «militante infatigable de la condition féminine». Deux batailles remportées, mais pas la guerre, car le sexismne a encore la part belle dans les pages du célèbre dictionnaire français. Deux exemples parmi tant d'autres – allez donc voir les définitions de «boulangère», d'«ambassadrice» et de «chancelière» – de l'absence de neutralité et d'objectivité et surtout du sexismne du dictionnaire lancé par Pierre Larousse, reflet de la pensée, des opinions de leurs auteurs... et auteures. Et sur le papier, on a vérifié: là où *Le Petit Robert* donne au moins l'exemple de «la présidente de la République finlandaise», *Le Petit Larousse* ne prend pas la peine de décliner le titre au féminin. Tremble, petit dico, les guerrières sont à tes trousses! (ad)

Apprendre le dessein à l'unif

Les scientifiques brésiliens s'insurgent depuis la nomination par l'administration du président Bolsonaro de Benedito Guimarães Aguiar Neto à la tête de l'agence chargée des programmes d'études universitaires au Brésil. Partisan notoire du créationnisme, il estime que le Dessein intelligent, cette théorie proche du créationnisme biblique selon laquelle la vie serait trop complexe pour avoir suivi une évolution darwinienne, devrait être introduit dans les programmes d'éducation du Brésil comme «un contrepoint à la théorie de l'évolution» et que le créationnisme peut être soutenu par des «arguments scientifiques». Comme le rappelle *Courrier International*, «ce n'est pas la première fois que les actions du gouvernement de Bolsonaro inquiètent les scientifiques brésiliens: en 2019, la moitié du budget dédié aux sciences était gelée». En 2020, c'est le Dessein intelligent qui fait froid dans le dos. (ad)

Le Saint-Laurent, tu dis-tu ?

Plus au nord du continent américain, l'excès de religion à l'école a amené un couple d'anciens juifs hassidiques à se lever contre le gouvernement québécois pour ne pas leur avoir assuré une éducation adéquate, comme le prévoit la Loi sur l'instruction publique. À 17 ans, rapporte *Le Devoir*, Yochonon Lowen et Clara Wasserstein ne parlaient que le yiddish, n'avaient aucune notion de géographie au point de ne pas savoir situer la plus importante voie navigable du Québec et ne maîtrisaient pas les opérations de calculs élémentaires. Ils estiment avoir été «abandonnés» dans une école religieuse privée dirigée par la communauté ultra-orthodoxe Tash à Boisbriand (nord de Montréal). Une école illégale qui les a laissés sans diplôme et leur a offert bien peu de chance de s'intégrer dans la société. Le couple a quitté la communauté Tash en 2010 et souhaite aujourd'hui «éviter que des générations futures d'enfants subissent ce qu'ils ont subi». Le gouvernement et la communauté Tash assurent que le problème des écoles religieuses illégales a été résolu entretemps, mais l'exemple est là pour rappeler le bien-fondé d'un enseignement public laïque. Croyance et Connaissance sont sur un bateau... (ad)

Série « Décolonisation du regard »

Quoi, ma peau ?

Réalisatrice, scénariste et écrivaine française, auteure de « Trop noire pour être française ? », Isabelle Boni-Claverie dénonce la sous-représentation des personnes noires au sein de la sphère artistique. Elle tance aussi cette exigence de régulièrement justifier sa nationalité, à cause de sa couleur de peau, mais aussi les assignations identitaires. Femme à la parole libre, elle nous livre une entrevue sans langue de bois.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Votre histoire familiale est assez unique, puisque votre grand-père, noir, épouse une femme blanche, à une époque où ce type de pratique n'était pas courant, ni accepté. Pourriez-vous nous relater ce que vous savez de cette relation jugée hors norme dans les années 1930 ?

Je pense que le destin de mes grands-parents a fondé une mythologie familiale. Toute jeune, j'ai été consciente que le parcours de mon grand-père avait quelque chose d'exceptionnel, de même que le couple que ma grand-mère et lui avaient formé pour l'époque était hors norme. Ils se sont mariés en 1937. À l'époque, il y avait peut-être 5 000 Africains en France, pas plus. Et effectivement, ma grand-mère était la première femme de sa petite ville de province à épouser un Noir, et surtout, elle a tout quitté pour partir avec lui en Afrique où ils ont passé l'essentiel de leur vie. C'était l'époque de la société coloniale, donc d'une société extrêmement raciste et fondée sur des distinc-

tions de races. Leur couple brouillait en fait les cartes.

Quelle fut finalement la réalité sociale la plus difficile à vivre pour eux ? En Afrique, lorsqu'ils y ont émigré ou dans la société française ?

C'était plus difficile en Afrique. Parce qu'en France, il y avait très peu d'Africains. L'ordre colonial était fondé sur la race, donc votre statut dépendait effectivement de la race à laquelle on vous affectait. C'était une société extrêmement violente, en tout cas sur le plan racial. Vous n'aviez pas les mêmes droits si vous étiez un indigène ou un citoyen français. Il y avait le Code de l'indigénat pour les Africains et la loi française pour les citoyens français ou assimilés. Le couple de mes grands-parents brouillait ces distinctions. Lui, c'était donc un homme noir, un Africain qui normalement aurait dû être du côté des soumis, des indigènes, et qui en fait détenait le pouvoir, puisqu'il représentait le pouvoir judiciaire dans



© IBC

La déconstruction des stéréotypes liés au passé colonial de l'Europe passe aussi par l'expression artistique. Issue d'une famille métissée, Isabelle Boni-Claverie dénonce l'injonction à devoir se justifier en permanence sur son origine.

toutes les colonies où il a été affecté. Et elle, c'était une femme blanche qui avait épousé un Africain et qui avait des enfants métis. Or, à l'époque, ceux qui avaient des enfants métis, c'étaient des colons avec des femmes africaines qu'ils prenaient comme épouses temporaires pendant le temps de leur affectation avant de repartir en métropole et de laisser les enfants dans des orphelinats. Leur situation effectivement très atypique était bien perçue par certains, mais souvent très mal par des Français qui, d'une certaine façon, accusaient ma grand-mère d'avoir trahi les siens.

Vous racontez que c'est à l'âge de 6 ans que vous vous êtes rendu compte de la couleur de votre peau. Vous n'y pensiez pas auparavant ?

Ce que je voyais autour de moi, c'était une pluralité de carnations. Dans ma famille, il y avait des Blancs, des Noirs, différents degrés de marrons du plus

clair au plus foncé, et donc pour moi ça représentait la normalité. On pouvait avoir des couleurs de peau très différentes les unes des autres et s'aimer quand même, puisque c'était mon modèle familial. En fait quand, effectivement à 6 ans, le regard des autres m'a fait prendre conscience de ma couleur de peau. Ce qui m'a frappée, c'est que tout à coup on m'assignait à être quelque chose en raison de cette couleur qui, jusque-là, n'avait pas tant d'importance que ça.

Et cette anecdote de la crèche vivante à l'école où l'on vous demande de jouer le rôle de Balthazar à cause de votre couleur de peau, alors que vous vous voyez plutôt en Marie, ce fut le déclencheur ?

Tout d'un coup, je me suis rendu compte que, aux yeux des autres, le fait que je sois noire était plus important, par exemple, que le fait que je sois une fille. On m'a fait jouer un rôle

de garçon parce que j'étais la seule élève noire de la classe.

Vous l'avez ressenti comment ?

Comme une injustice, une profonde injustice, parce que j'avais l'impression d'être niée dans ce que j'étais. Moi je ne me voyais pas en tant que Noire, je me voyais en tant qu'Isabelle, une petite fille qui d'ailleurs n'avait pas du tout envie de jouer le Roi mage. Ce qui m'aurait plu, c'était de jouer Marie. Je pense que, dans le regard des enseignants de l'époque, ce n'était même pas envisageable qu'une petite fille noire puisse interpréter Marie dans la crèche de l'école.

Estimez-vous qu'aujourd'hui le regard a changé tant sur les couples mixtes que sur cette diversité culturelle, qui est celle de l'Europe ?

Les choses évoluent, heureusement. Que ce soit en Belgique ou en France, nous sommes dans une société où il y a une mixité de fait. En revanche, les représentations ont évolué très lentement. Nos États ont beaucoup de mal à accepter leur passé colonial, à le digérer, à travailler dessus et à l'accepter avec les conséquences que cela engendre. Donc, je crois vraiment que le premier travail à effectuer, c'est du côté des politiques et du récit qu'ils nous proposent pour comprendre où en sont les sociétés d'aujourd'hui.

Concrètement, que faudrait-il faire ?

Je pense que, notamment en Belgique, il y a une histoire coloniale d'une

grande violence et qu'il est nécessaire de le reconnaître et d'accepter ce qui a été.

Reconnaitre, ça veut dire demander pardon ? Ou ça passe par d'autres canaux ?

Je pense que déjà ça passe par l'enseignement de l'histoire. Par le fait, aussi, de faire comprendre que c'est l'histoire du pays, que ce n'est pas l'histoire des Africains qui ont été colonisés, ce n'est pas l'histoire des autres, c'est «notre» histoire et elle est partagée. Il est également important que certains pays admettent – et c'est là que je pense que c'est le plus difficile pour ceux comme la France et la Belgique – qu'ils ont eu dans l'histoire des positions qui sont totalement contraires aux principes des droits de l'homme qu'ils défendent. C'est ce hiatus que ces pays ont beaucoup de mal à accepter. Mais il va bien falloir qu'ils le fassent et peut-être aussi, du coup, qu'ils arrêtent de donner des leçons de démocratie partout dans le monde.

Pensez-vous que cette réécriture de l'histoire coloniale, notamment la façon dont on la relate dans les livres scolaires, relève de la bêtise humaine ou de l'instrumentalisation ?

Ce n'est certainement pas de la bêtise ! Je ne pense pas du tout que l'on soit gouverné depuis des générations par des personnes idiotes. C'était de la propagande. Il fallait défendre l'entreprise coloniale, la faire accepter par les opinions publiques de son pays, mais aussi la faire accepter par des députés qui votent les budgets nécessaires à ces guerres coloniales et travestir tout

ça sous la forme d'idéaux pour que ça paraisse acceptable, y compris à soi-même. À présent, nous sommes dans le temps de la déconstruction, qui est difficile, mais qui commence à bouger malgré tout.

En tant que femme, avec une couleur de peau noire, ressentez-vous cette réalité comme une double stigmatisation ?

J'ai mis du temps à m'en rendre compte. Mais effectivement, il y a à la fois des préjugés sexistes et des préjugés racistes qui m'ont été appliqués, essentiellement dans la sphère professionnelle. Le fait d'être une femme noire dans le milieu de l'audiovisuel – où il y en a très peu – a amené des questionnements sur mes compétences.

Quels rapports entretenez-vous avec le pays d'origine de votre père, la Côte d'Ivoire ? Vous vous y rendez régulièrement ?

C'est à la fois un pays auquel je suis très attachée parce que j'y ai une grande partie de mes racines, et en même temps, c'est un pays que j'ai dû découvrir. J'y suis née, mais j'ai commencé à réellement y vivre à partir de l'âge de 8 ans. C'est donc un pays que j'ai découvert après avoir été «formatée», on va dire, par une première tranche de vie qui se déroule en France. J'ai dû apprendre à devenir Ivoirienne.

Que vous évoque le mot «intégration» ?

Je n'aime pas ce mot, cette injonction-là. En plus, c'est une injonction relativement nouvelle, finalement. Il y a vingt ans, on disait «assimila-

tion», mais finalement l'intégration c'est la même chose! Je ne vois pas pourquoi je devrais m'intégrer à mon pays! C'est un peu comme si l'on me demandait de m'intégrer parce que je suis noire. Je serais peut-être moins française que d'autres et il faudrait que j'apporte des preuves de ma francité? Je n'ai pas à le faire!

Si vous deviez choisir des valeurs dans la défense des droits fondamentaux, quelque chose qui aujourd'hui serait un petit peu malmené, sur quoi se porterait votre choix ?

Pour moi, le plus important, c'est la liberté. C'est fondamental.

Vous la sentez menacée, cette liberté, aujourd'hui ?

Très fortement, je trouve surtout qu'il y a beaucoup d'injustice, c'est-à-dire qu'une partie du monde a la liberté de pouvoir silloner la planète et l'autre partie devrait rester assignée dans son pays de naissance. Je trouve qu'aujourd'hui, effectivement, une des libertés les plus importantes à défendre, c'est la liberté de circuler. Et je suis très attristée de voir que l'Europe se referme sur elle-même et se vit comme une forteresse assiégée. Dans certains pays, c'est très difficile d'obtenir des visas pour voyager et c'est une extrême frustration, encore amplifiée par le fait que, via Internet, on a accès à une vision du monde. Là encore, il faut regarder, accepter de regarder l'histoire et ce qui se passe aujourd'hui, notamment avec les flux de migrants venus d'Afrique. Il ne faut pas oublier les origines de ces flux.



À lire

« Trop noire pour être française »
Paris, Tallandier, 2017, 347 p.

À voir

« Trop noire pour être française ? »
Documentaire
FR • 2015 • 52'

La part masculine du féminisme





C'est un peu l'histoire du yin et du yang, de leur imbrication ou influence mutuelle, de leur ascendance. Finalement, quelle part de masculin faut-il pour renforcer l'action féministe ? Les femmes doivent-elles laisser leur part masculine s'exprimer ? Les hommes doivent-ils prendre part à ce mouvement et comment ? Comment peuvent-ils contribuer à déconstruire les stéréotypes ?

La mixité, le métissage, le mélange des genres dans les actions militantes ont toujours des relents de débat clivant. Concernant les combats féministes, les plus radicales estiment que se mélanger aboutit à la réduction de l'espace occupé par les femmes, car la nature dominante de l'homme prendrait systématiquement le dessus. En matière de gestion de l'espace public, c'est d'ailleurs en réservant les terrains de sport urbains uniquement aux jeunes filles, durant une période de six mois, dans la ville de Vienne, que celles-ci ont pu se réapproprier ces espaces quasi exclusivement investis par les garçons. La mixité de ces lieux n'est revenue qu'après cette phase de réappropriation. La question de l'inclusion n'est pas simple. Et pour y répondre, on aurait envie de renverser le postulat : et si, finalement, les hommes se rendaient compte de leur intérêt et de l'intérêt général à créer de l'égalité dans les moindres recoins de notre société, s'ils œuvraient ardemment à cet objectif, alors peut-être n'aurions-nous pas besoin de nous poser la question ? La réponse à l'inclusion du masculin dans l'action féministe passe clairement par leur volonté, par les leviers qu'ils ont le pouvoir d'actionner pour que cette égalité soit effective. Il suffit de cinq minutes de courage, comme disait l'autre. (se)

De l'engagement des hommes dans le féminisme

Les hommes ont-ils leur place dans le combat pour les droits des femmes à l'égalité ? Quels sont les points aveugles de cette autre face du féminisme qui la leur refuse ? La mixité est-elle toujours vecteur d'égalité ? Et la non-mixité un indice de repli sur soi ? Quelques réflexions pour situer les enjeux de ce débat, qui ne fait que commencer...

Par Sylvie Lausberg
Directrice « Étude & Stratégie » - Centre d'Action Laïque

Pour entamer ces réflexions, un petit retour sur l'histoire du féminisme belge définit le cadre dans lequel le combat pour les droits des femmes a pu se développer, à partir du XIX^e siècle. Sans instruction, privées d'accès structuré à la pensée et à la parole, elles n'ont donc pas de pouvoir ni de place dans la société, sinon celle de potiches, une aiguille à la main dans le meilleur des cas, le balai et les casseroles dans d'autres, quand ce n'était pas les hottes à charbon sur le dos.

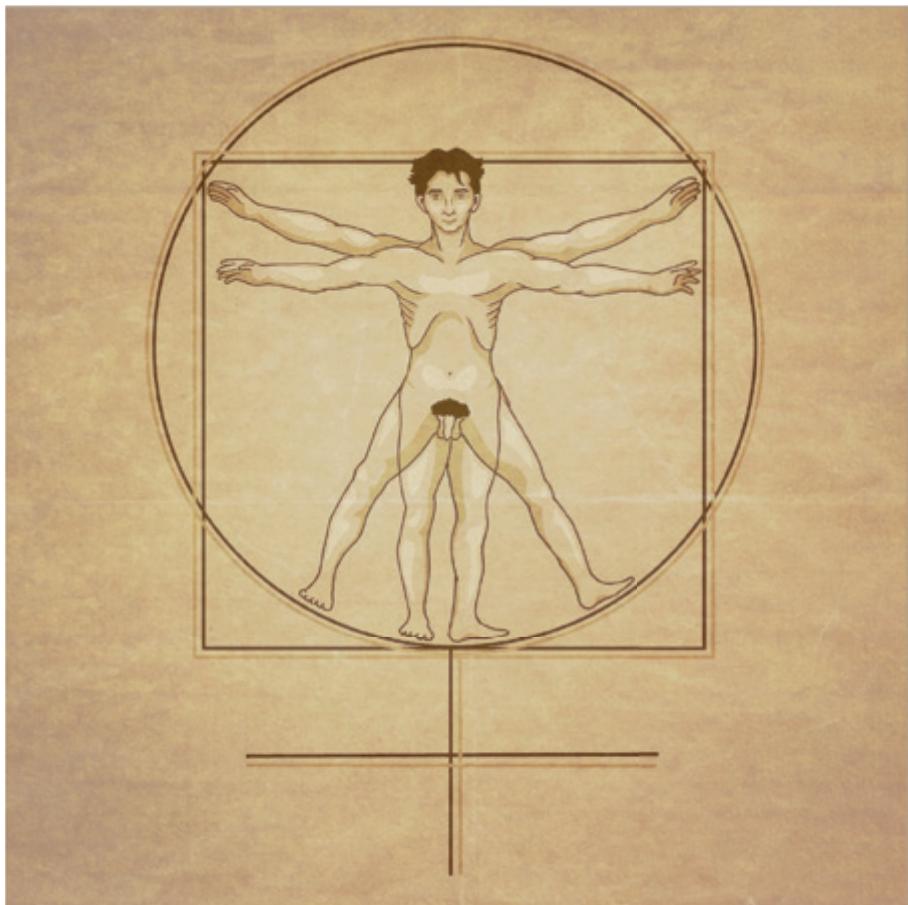
Les enjeux de l'instruction...

C'est pourquoi la première forme de discrimination à laquelle les pionnières féministes se sont attaquées est la différence d'instruction entre les filles et les garçons. Chez nous, Isabelle Gatti de Gamond crée en 1864 le premier cours – payant – d'éducation pour jeunes filles dans un vieil hôtel acquis par la Ville de Bruxelles. L'école va se développer grâce à... des hommes. Et pour cause, car comment agir quand on n'a ni moyen financier, ni pouvoir politique ? En 1878,

grâce à l'aide précieuse du bourgmestre Charles Buls, des éminences venues de l'ULB, comme Léon Vanderkindere ou Hector Denis, enseignent au sein de la section *regenda*. Soutenue par Émile André, Isabelle Gatti de Gamond ouvrira ensuite aux femmes les portes de l'Université. Grâce à ce vivier de femmes diplômées, le féminisme belge s'organise peu à peu autour de ces femmes volontaires et socialement privilégiées.

... et de l'accès à la profession

Car si de nombreuses femmes travaillent, dans les villes et dans les campagnes, les professions les mieux rétribuées sont jugées dangereuses et immorales pour les femmes. Celles qui vont briser le tabou et ouvrir la voie aux métiers les plus interdits se nomment Isala Van Diest (1842-1916) – première femme autorisée à pratiquer la médecine en Belgique – et Marie Popelin (1846-1913), élève d'Isabelle Gatti de Gamond, qui obtient son diplôme de droit à près de 40 ans en 1888. Comme aucune cour ne consent à l'entendre prêter le serment d'avocate,



elle saisit la justice mais perd ses procès en appel et en cassation. Cela va provoquer une mobilisation sans précédent et, dans la foulée, la création, en 1892, de la première association féministe structurée en Belgique, la Ligue belge du droit des femmes. Autour d'Isala Van Diest et Marie Popelin, on trouve son avocat Louis Frank, ainsi qu'Henri La Fontaine et sa sœur Léonie, Hector Denis et sa femme Joséphine, mais aussi Paul Otlet qui concourt à créer la première bibliothèque féministe. Le premier féminisme belge est donc aussi celui de ces hommes de bonne volonté. Si le 30 janvier 1905, il y a tout juste cent quinze ans, ces pionnières ont créé le Conseil national des

femmes belges (ancêtre du CFFB), il faut se rendre à l'évidence: rien n'aurait été possible sans le soutien, moral, politique et financier, de ces hommes, pères, maris, frères ou amis.

Exclude les hommes ?

Ce rappel est utile car il éclaire les enjeux d'un débat qui oppose aujourd'hui les féministes dites «universalistes» à celles qui rejettent toute présence masculine. La non-mixité, si elle peut choquer par son caractère radical, est cependant souvent nécessaire, dans certains lieux, certaines circonstances, certains débats. Nécessaire, parce que l'élabora-

tion d'une prise de position doit se faire dans un lieu sûr, avec celles qui sont concernées dans leur chair et leur intimité par les questions soulevées. Mais rien n'empêche ensuite de mutualiser les objectifs et de permettre à ceux qui les soutiennent de se joindre aux actions à mener. On les voit de plus en plus dans les manifestations, moins dans les colloques. Car si le regard a changé sur la place des femmes dans la société, nous n'en avons pas fini avec l'idée que, quand on parle des femmes, cela ne concerne qu'elles. C'est là que le bât blesse. Car le paradoxe saute aux yeux: pendant des décennies, sinon des siècles, les féministes ont voulu faire prendre conscience au monde que les violences – structurelles, institutionnelles, économiques, sociales et sexuelles – ne devaient pas être combattues uniquement par les femmes puisqu'elles concernent la société tout entière. Ce ne sont pas des «histoires de bonnes femmes»! Et quand enfin les efforts de celles qui nous ont précédées portent leurs fruits, que des courageuses se lèvent en nombre contre les agresseurs et les violeurs, que les instances de décision rendent les armes devant nos exigences de parité, plusieurs tendances au sein des mouvements féministes refusent toute interaction avec les hommes. Cela se traduit par des groupes de discussions non mixtes, une privatisation de l'espace public, des piscines ou des salles de sport, comme aussi, entre autres, des formations à la self-défense, non mixtes.

De l'égalité à la suprématie

Une carte blanche, publiée l'an dernier à l'occasion de la Journée internationale des femmes, posait clairement la question: «Une certaine partie du

mouvement féministe ne se trompe-t-elle pas de combat?»¹ Elle relayait ainsi ces inquiétudes sur les orientations que semble prendre une certaine partie du mouvement féministe, délaissant progressivement la quête de l'égalité hommes-femmes pour celle de la suprématie des femmes sur les hommes, de la prise de pouvoir sur l'homme, parfois dans un esprit revanchard et dans une optique d'opposition.

Il faut reconnaître que l'histoire ne nous a pas forcément appris à faire confiance à cette moitié de l'humanité qui, partout et en tout temps, a continué à prendre le dessus, consciemment ou non, et à bénéficier de cette «culture de la domination» qui, indéniablement, traverse les lieux et les époques. Quoique... En octobre 2014, bien avant le développement viral de #MeToo en 2017, l'objectif de la campagne HeForShe («lui pour elle») lancée par ONU Femmes était d'impliquer les hommes et les garçons dans le combat pour l'égalité des sexes et les droits des femmes, en les encourageant à prendre des mesures contre les inégalités. Si l'objectif d'impliquer un million de garçons et d'hommes avant juillet 2015 à l'aide d'un géolocalisateur mondial n'a pas été atteint, il n'en reste pas moins que, sur le plan collectif comme dans les implications de la vie quotidienne, l'égalité ne se fera pas contre mais avec les hommes. En tout cas avec ceux qui, de plus en plus nombreux, soutiennent un projet de société dans lequel, s'ils perdent sans aucun doute certains avantages, ils seront heureux que filles et femmes puissent vivre et se développer sans peur des violences et dans un espace qui leur donne toutes leurs chances.

¹ Sous la plume de Marie Michotte, vice-présidente du Parlement jeunesse de la FWB, «Une certaine partie du mouvement féministe ne se trompe-t-elle pas de combat?», opinion mise en ligne sur www.levif.be, le 8 mars 2019.

Comment (et pourquoi) des hommes deviennent militants féministes¹

Autrefois fers de lance des mouvements féministes, les hommes se font aujourd’hui plus rares. Qu'est-ce qui pousse certains à s'engager pour abolir leurs propres priviléges ? Avec quels écueils ? Pour quelles satisfactions ? Témoignages.

Par Aude Lorriaux
Journaliste

1 Article initialement publié le 17 août 2015 sous le titre «Comment (et pourquoi) des hommes deviennent-ils des militants féministes ?» et reproduit avec l'aimable autorisation de Slate.fr.

2 Alban Jacquemart, *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*, Presses universitaires de Rennes, 2015, 326 à p.

3 Le réseau des hommes contre la prostitution.

Homme et féministe: pour certains, ce sont deux termes qui s'opposeraient presque, une alliance incongrue ou, à tout le moins, un adjectif qui devrait être réservé aux femmes. Comment, alors que les féministes sont souvent taxées de «misandrie» et qu'elles n'ont pas toujours bonne presse, des hommes en viennent-ils à s'engager pour cette cause, voire à militer activement dans des associations ? Quelles raisons poussent donc ces garçons à surmonter les sarcasmes et à se battre contre leurs propres priviléges ? C'est l'objet d'un livre du chercheur Alban Jacquemart, intitulé *Les hommes dans les mouvements féministes. Socio-histoire d'un engagement improbable*². Nous avons aussi posé la question à quelques-uns des spécimens de cette espèce rare, pas forcément engagés dans une association strictement féministe mais ayant tous pris des positions publiques allant dans ce sens.

Le féminisme aujourd'hui est très majoritairement une affaire de femmes. Les hommes étaient, ces der-

nières années, largement minoritaires dans les associations, y compris celles qui (en France, NDLR) sont ouvertes à la mixité, comme Les Chiennes de garde ou Osez le féminisme. Pour l'année 2009, seuls 20 des 220 adhérents de la première association étaient de sexe masculin. Et «le même constat semble pouvoir être établi pour Osez le féminisme», note Alban Jacquemart. «Des hommes militants féministes, il n'y en a quasi pas, ou très peu. Pour des raisons évidentes: quand on a des priviléges, on n'a pas envie de les perdre», abonde Patric Jean, fondateur de ZeroMacho³.

Un féminisme sans hommes ou presque

Mais ce ne fut pas toujours le cas. Dans les années 1870 à 1890 existait une véritable mixité, avec des figures masculines importantes, telles que celle de Léon Richer, qualifié par la militante Hubertine Auclert de «père du féminisme français» et même de «véritable fondateur du féminisme»

par la philosophe Simone de Beauvoir. Les femmes avaient besoin, à cette époque, de ces appuis de poids, elles qui étaient dépourvues de capital politique et économique.

Mais après 1945, à mesure que les femmes s'affirment et s'organisent, elles conquièrent des droits et ont, *in fine*, moins besoin des hommes pour militer. Ces derniers sont aussi perçus comme moins légitimes. Cette exclusion des hommes du féminisme va atteindre son paroxysme dans les années 1970, où le Mouvement de libération des femmes (MLF) va leur

interdire de participer aux réunions et à la plupart des actions, hormis les manifestations et quelques événements. C'est d'ailleurs à cause de cette idée de non-mixité, mal comprise, que le féminisme va écoper d'une image d'un mouvement anti-hommes qui, pour Alban Jacquemart, n'a jamais existé: «Il n'y a jamais eu en France de communautés de femmes qui coupaient toute relation avec les hommes. Mais en instaurant la non-mixité, les féministes mettaient en évidence la position de dominant des hommes. Or, les dominants n'acceptent pas d'être





renvoyés à leur position de dominants.»

Plus tard, au milieu des années 1970, les luttes pour l'avortement et enfin l'arrivée de nouvelles générations militantes plus ouvertes à la mixité dans les années 1990 seront l'occasion de réintroduire de la mixité, mais sans jamais retrouver les niveaux d'implication des hommes des années 1870.

Des professions plus propices

Qu'est-ce qui pousse ces hommes si peu nombreux, ces «militants par conscience» qui luttent paradoxalement contre leur propre camp et leurs propres intérêts, à s'engager? Spontanément, on s'imagine qu'ils ont dû être attirés là par une rencontre humaine, une mère, une amante ou une militante qui les aura émus, ou convaincus. La réalité est plus complexe, faite d'un

ensemble de raisons personnelles, qui tiennent au vécu propre des militants; de raisons sociales, certains milieux favorisant cette prise de conscience; et, enfin, de raisons liées à la forme que prennent les associations rencontrées par ces futurs militants, selon que ces structures soient plus ou moins ouvertes à la mixité notamment.

Certaines professions ou certains domaines d'études sont aussi plus propices à l'engagement, de manière générale, voire à l'engagement féministe. Parmi les militants du XIX^e siècle, par exemple, de très nombreux avocats, à l'instar de Léon Richer. Plus tard, pendant les années 1970, ce seront surtout les médecins⁴, témoins de scènes déchirantes d'avortements tournant au drame et de vies déchirées, qui s'engageront en masse. Et parmi les étudiants, ceux qui ont côtoyé la sociologie et les études de genre ont très naturellement plus de chances d'être sensibilisés au féminisme.

Tomber amoureux d'une féministe, ça aide

L'influence directe de mères féministes, montre Alban Jacquemart, existe, mais elle est minoritaire. Au tournant du XX^e siècle, un homme comme René Viviani, cofondateur du journal *L'Humanité* et ancien président du Conseil, se dit ainsi «redevable à l'éducation maternelle des idées dont [il] est fier et auxquelles [le] rattache la double fidélité de l'esprit et du cœur». En revanche, si les hommes féministes n'ont que très rarement subi l'influence d'une mère, ils sont nombreux, près d'une moitié parmi

⁴ Comme l'emblématique Dr Willy Peers en Belgique, NDLR.

les profils rencontrés par le chercheur, à évoquer des rapports égalitaires dans la sphère familiale, ou à avoir eu comme modèles dans leur entourage des femmes émancipées.

C'est aussi parfois l'absence de modèle, en particulier de modèle paternel, qui semble avoir eu un rôle dans l'orientation féministe de ces militants, relève le chercheur. Au total, ce sont près d'une moitié des militants rencontrés qui ont déclaré avoir un père défaillant ou absent... Selon le porte-parole des écologistes Julien Bayou, sympathisant de plusieurs associations féministes, c'est peut-être l'absence d'une mère qu'il n'a presque pas connue, morte alors qu'il avait cinq ans et demi, et qui militait au MLF. «J'ai baigné dans un environnement où c'était normal d'être féministe, ne serait-ce que par les amis qui lui survivent», raconte-t-il.

Plus courante est l'influence des compagnes, épouses ou amantes féministes. Une organisation comme l'Union française pour le suffrage des femmes avait ainsi dans ses membres, entre 1912 et 1939, une proportion importante de couples: près de 30%. Mais ces rencontres de cœur ne sont, là encore, pas la raison la plus courante de l'engagement de ces hommes, puisque sur quatre-vingt-deux profils de couples étudiés par le chercheur, seuls onze hommes avaient commencé une relation avec une féministe avant leur premier engagement.

Militants dans l'âme

Le facteur, en fait, le plus déterminant, est d'avoir déjà milité ailleurs.

Les hommes sont importants pour le féminisme et contribuent à sa réussite en aidant à convaincre d'autres hommes.

Une fois entrés dans un réseau de militants d'extrême gauche, écolos, homos ou autres, ces hommes vont entendre parler d'autres luttes, et se les approprier. «La plupart des militants féministes sont déjà des militants d'autres causes», explique Alban Jacquemart. C'est le cas notamment, parmi les féministes que nous avons interrogés, de Stéphane Cazes, de Julien Bayou et de Patric Jean.

Des événements peuvent aussi aider à la prise de conscience. C'est le cas par exemple de Julien Bayou, qui dit avoir été marqué par des agressions d'amies, mais surtout du cinéaste Stéphane Cazes. Il fait partie des signataires ayant rejoint l'appel de Jean-Luc Mélenchon pour une «VI^e République féministe». Bénévole auprès du Genepi, il dit avoir été frappé par un événement alors qu'il donnait un peu de son temps dans une prison pour femmes. Une des détenues était toujours absente au soutien scolaire qu'il animait, et il a un jour demandé la raison de cette absence. «C'est parce que vous êtes un homme», lui ont répondu ses codétenues. «Elle avait été battue pendant de longues années», raconte-t-il.

La médiatisation des causes féministes est une cause plus rare... ou moins

avouée par les militants. Un seul a ainsi indiqué avoir «vu Fadela Amara (ex-présidente de l'association Ni Putes ni Soumises, ancienne secrétaire d'État à la Ville) à la télé et décidé de s'engager». «Cela m'a beaucoup surpris, explique le chercheur. Ce n'est pas la raison la plus classique en sociologie.»

Le chouchou de ces dames

Comme pour tout engagement, il existe aussi des raisons plus «intéressées» ou «prosaïques» qui contribuent à l'entrée en militance de ces hommes, ou surtout à leur maintien dedans. Un certain nombre de ces bénévoles en tire une forme de prestige social. «Les rares hommes qui s'impliquent fortement y trouvent des bénéfices secondaires. À moi, cela me donne une importance, je suis invité à la télévision, etc. Je ne suis pas cynique, je ne le fais pas pour ça. Mais quand je dresse le bilan entre pertes et profits, ce n'est pas si mal», reconnaît avec une grande sincérité Patric Jean.

D'autres y ont vu un moyen de publier ou de faire connaître leur activité universitaire, des médecins de faire valoir une spécialité, des juristes une compétence. D'autres encore mettent en avant le plaisir qu'ils tirent d'être entourés de femmes et d'être devenus leur «chouchou». Comme ce militant qui admet en avoir un peu «joué», en arrivant avec «une tarte aux pommes dans une soirée»...

Certains sont même très reconnaissants envers ces dames de ne pas exiger d'eux d'être des hommes virils, et voient dans le féminisme une manière de se «récon-

cilier avec une identité stigmatisée», en décalage avec le modèle masculin hégémonique. «Il y a une vraie communauté de lutte quand t'es pédé ou quand t'es une nana, et je pense que c'est ça qui m'a motivé à aller vers le féminisme», explique un militant des Panthères roses, mettant en avant la même «oppression de genre».

Malgré ces bénéfices, ce choix d'engagement n'a rien d'évident, dans un contexte où le militant «homme» est lui-même, d'une certaine manière, le sujet de l'oppression qu'il dénonce, et où il est donc sans cesse exposé à une forme de suspicion, à des critiques et à une culpabilisation difficile à supporter. «C'est quand même un peu se saborder», fait remarquer un militant interrogé par le chercheur. Le discours de justification et sa cohérence sont donc essentiels pour rester militant, et permettent un travail d'appropriation, de légitimation. Ainsi, parmi les militants interrogés par Alban Jacquemart, la moitié affirment que les hommes sont importants pour le féminisme et contribuent à sa réussite en aidant à convaincre d'autres hommes (18 sur 36).

L'homme, l'avenir du féminisme?

Les années à venir vont-elles être propices à l'émergence de militants hommes féministes plus nombreux? «Je dirai que dans le cœur de ce qu'on peut appeler le féminisme au sens large, je ne pense pas qu'il y ait de tendance à un engagement plus massif des hommes», explique Alban Jacquemart. L'émergence



d'un discours de la mixité et de la participation des hommes, à partir de la fin des années 1990, se diffuse certes aujourd'hui dans d'autres sphères de l'égalité plus institutionnelles, comme à l'ONU – la campagne «He for she» –, dans les politiques publiques ou dans les entreprises. Mais pour ce qui est du mouvement féministe, je n'ai pas l'impression d'un changement particulier depuis le début des années 2000. La posture majoritaire aujourd'hui est même sans doute de ne plus trop insister pour faire venir des hommes. [...] C'est lié à la pratique, et à un certain désenchan-

tement après une première période d'enthousiasme au début de l'histoire de ces associations.»

Mais cette perspective n'effraie pas Alban Jacquemart, pour lequel le féminisme ne doit pas chercher à «faire primer la mixité sur le fait que les femmes aient la parole»: «Si les femmes acceptent que les hommes prennent le pouvoir, alors cela devient contradictoire. Je ne sais pas s'il faut ou pas qu'il y ait des hommes. Mais si les mouvements féministes décident qu'il faut des hommes, je suis sûr que ce ne devrait pas être à n'importe quel prix.»

Homme et proféministe

Une mode est récemment apparue à propos des hommes qui se disent « féministes » et dont on présente l'engagement comme « essentiel » pour les droits des femmes. Il est temps de se demander si cette nouvelle habitude, qui se veut bienveillante, n'est pas finalement contre-productive.

Par Patric Jean
Réalisateur et auteur

Pas une semaine sans qu'un article, une campagne ne nous vante les mérites des hommes, «les vrais», les gentils, ceux qui brillent dans le bon camp et affichent un féminisme évident. Cette pratique part de l'idée que l'égalité est «l'affaire de tous» (et même plus de toutes) et que les hommes doivent y jouer un rôle central. La volonté de considérer l'égalité comme une valeur universelle fait oublier que l'individu n'est pas un universel, il appartient à un groupe social.

Le même combat qu'une femme?

En tant qu'homme, je ne peux qu'observer que, même en dénonçant les inégalités, je reste membre d'une classe dominante qui me confère des priviléges que je ne peux pas toujours remettre en question individuellement. J'ignore en quoi consiste l'expérience du monde en tant que femme. La peur du viol ou du harcèlement sexuel, par exemple, le sentiment face aux regards salaces, les sous-entendus qui me ramènent à une position infériorisée, le «sexisme bienveillant», mon expérience intime en est vierge, et je ne peux comprendre ces concepts que

de façon abstraite. Ma connaissance de l'inégalité entre les sexes est donc celle d'un dominant, saupoudrée de connaissances théoriques. Comment pourrais-je croire que je mène le même combat qu'une femme qui vit cela au quotidien? D'autant que rien ne prouve que je ne profite pas impunément de tous les priviléges masculins. Un homme peut être très égalitaire au travail et le pire des machos dans sa vie intime, condamner le harcèlement sexuel et consommer massivement de la pornographie.

On voit d'ailleurs très souvent des hommes «féministes» s'attacher à combattre les attitudes masculines qui ne les concernent pas. Je sais parfaitement qu'il m'est très facile d'être contre la prostitution puisqu'elle ne m'a jamais tenté. Être opposé à la violence physique, au viol, au foulard islamique, à l'excision? Quoi de plus facile pour l'homme qui n'a pas à se remettre en question dans ces domaines! On assiste d'ailleurs souvent à un glissement des discours masculins de l'égalité à la condamnation de l'autre, le vrai méchant, toujours le même: le pauvre, le migrant dont la désignation



Filmographie selective

- «Affaire privée»
Docu-fiction • BE/
FR • 2015 • 55'
- «La Domination
masculine»
Docu • BE/FR •
2009 • 103'

permet à l'homme «féministe», par prétention, de se sentir tellement formidable.

Un statut bénéfique

D'autant que se présenter comme un «homme féministe», participer à des associations mixtes, permet aux hommes de récolter des bénéfices secondaires importants. Lorsque je parle de la question de l'engagement des hommes en conférence, généralement devant une salle remplie de femmes, je demande toujours combien cette position hautement rétribuée symboliquement devrait me coûter de vaisselles lavées. En effet, tout discours égalitaire dans la bouche d'un homme est immédiatement rétribué d'un salaire symbolique narcissiquement très nourrissant. De la même manière que notre construction sociale et notre éducation en tant qu'homme nous poussent à rechercher les applaudissements pour toute tâche ménagère réalisée, nous trouvons dans la position de l'homme «féministe» de quoi récolter les suffrages et l'admiration.

Hommes et «disempowerment»

Le politologue québécois Francis Dupuis-Déri a théorisé l'*empowerment* des femmes (l'augmentation légitime de leur pouvoir) comme nécessitant un *disempowerment* des hommes (la baisse de notre pouvoir masculin). En effet, tout siège qui est occupé par une femme dans une assemblée d'élu.e.s, nécessite qu'un homme cède sa place ou qu'un autre mette de côté l'ambition de prendre sa succession. Il en va de même dans tous les domaines de

la vie privée et publique. Les tâches ménagères justement partagées nécessitent que les hommes cèdent une partie de leur temps de loisir. À masse salariale constante, l'augmentation des salaires des femmes pour tendre vers l'égalité exige au minimum la stagnation des revenus des hommes. On voit donc bien que, si l'égalité est la direction dans laquelle nous avançons, la marche des hommes et des femmes se réalise dans des sens opposés.

La souffrance masculine ?

De plus, le risque est grand de voir tomber les «hommes féministes» dans un piège qui fonctionne à plein régime: la souffrance masculine. Cette autre mode postule que la construction sociale des femmes et des hommes dans des rôles stéréotypés enfermerait pareillement les deux sexes dans une souffrance de genre. On n'a plus peur d'écrire dans des textes prônant pourtant l'égalité professionnelle que «les hommes souffrent du fait de l'inégalité avec les femmes».

Par conséquent, puisque nous souffrons pareillement, puisque nous luttons de la même manière sous le label du féminisme, l'inégalité devient un problème commun où chacun doit être traité pareillement. Plus question de programmes pour soutenir les femmes dans leur carrière, interdiction de parler de quotas ou de parité, prôner la féminisation des titres devient «anti-universaliste», voire «communautariste». N'imaginez même plus organiser une réunion féministe non mixte, car vous aurez à subir la colère de beaucoup d'hommes «féministes» qui



Bibliographie

- «La Loi des pères», Paris, éditions du Rocher, 2020, 336 p.
- «Les hommes veulent-ils l'égalité?», Paris, Belin/Laboratoire de l'égalité, 2015, 72 p.
- «Pas "client". Plaidoyer masculin pour abolir la prostitution», Paris, Zéromacho, 2013, 119 p.



se sentiront «exclus». Voilà comment un positionnement dont le principe est sans doute bienveillant peut se retourner et devenir un outil pour maintenir le *statu quo* de l'inégalité entre les femmes et les hommes.

L'homme doit travailler sur lui-même

Le rôle d'un homme persuadé de l'injustice de la hiérarchie des sexes n'est-il pas d'abord de travailler sur lui-même? Ce faisant, nous pouvons nourrir une réflexion mixte en révélant nos réflexes masculins conditionnés, nos stratégies d'évitement, voire

de résistance. Partager la part de nous qui résiste et les processus intimes qui protègent notre pouvoir est sans doute la seule chose que nous pouvons faire en tant qu'homme. L'usage du mot «proféministe» nous force à nous rappeler ce positionnement et à faire preuve de lucidité. Il nous signale notre position dans le système de domination sans nous empêcher de travailler à l'avènement d'une société plus égalitaire. Comme chaque homme, j'ai moi-même le sentiment que toutes les femmes sont dominées sauf la mienne. Le «pro» devant «féminisme» m'oblige à penser que je me trompe et que je dois encore chercher. 

L'éducation antisexiste des garçons : un chantier

Les stéréotypes liés au genre s'imposent très tôt, dès la conception d'un enfant. L'éducation féministe des petites filles est à la mode, mais celle des petits garçons n'en est qu'à ses balbutiements. Les parents ont un rôle primordial à jouer, mais pourquoi est-ce si difficile de sortir des clichés ? Et surtout, comment éduquer les anti-machos de demain ?

Par Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

Une maman bruxelloise s'étonnait il y a peu que les affiches d'Élise Gravel «Les filles peuvent...» et «Les garçons peuvent...» qu'elle a apportées à la crèche fréquentée par son petit garçon n'aient jamais été collées au mur de la section. Les bambins y jouaient sans distinction avec les poupees et les petites voitures, les services à thé et les dinos, mais au détour d'un atelier «collage de stickers», c'était quand même papier rose et licornes pour les filles et papier vert et locomotives pour les garçons. Eh oui, la voie de l'éducation non sexiste est parsemée d'embûches, même quand on y prête attention. Et les clichés liés au genre collent à la peau comme une gommette enduite de Super Glue.

Une maman parisienne – et par ailleurs journaliste au mensuel *Cau-sette* –, a constaté de son côté qu'il n'existe aucun livre d'éducation non sexiste pour les parents de petits garçons, alors elle a décidé de l'écrire. Ainsi est né *Tu seras un homme – féministe – mon fils*¹ de la

plume d'Aurélia Blanc. Loin d'elle l'idée de donner des leçons ; c'est à la rencontre de nombreux parents, éducateurs et éducatrices, professionnel.le.s de la petite enfance et d'universitaires qu'elle a identifié les manières de se comporter avec les petits garçons – et ce que cela induit – pour ensuite proposer de nouvelles voies de transmission des valeurs féministes et élever un petit garçon bien dans son corps et dans sa tête. «Et en faire un homme adulte conscient de ses priviléges et prêt à agir en faveur de l'égalité des genres.»

Victoire Tuaillet, journaliste à qui l'on doit l'excellent podcast «Les couilles sur la table», rappelle à bon escient ce qui est pourtant une évidence : «Tous les hommes sur cette planète ont été un jour des petits bébés et des petits garçons, ils ne se sont pas réveillés un jour à l'âge adulte avec des comportements sexistes.»² Gloria Steinem l'écrivait déjà dans les années 1970 : «Je suis

1 Aurélia Blanc, *Tu seras un homme – féministe – mon fils ! Manuel d'éducation antisexiste pour des garçons libres et heureux*, Paris, Marabout, 2018, 212 p.

2 Victoire Tuaillet, «J'élève mon fils», émission «Les couilles sur la table» #36, diffusée le 28 février 2019, à écouter en podcast sur www.binge.audio.

heureuse que nous ayons commencé à élever nos filles comme nos fils, mais cela ne marchera jamais tant que nous n'élèverons pas davantage nos fils comme nos filles.» Au micro de Victoire Tuaillon, Aurélia Blanc attire l'attention sur le rôle crucial de la famille comme premier lien de socialisation et des parents, comme premiers éducateurs... et vecteurs de stéréotypes, parfois à leur insu. Elle souligne que le problème ne vient pas que de l'école et de la société! Que nous, parents, avons été façonnés par des clichés. De nombreuses études de psychologie sociale démontrent que les stéréotypes sexistes influencent un tas de choses, comme la façon de parler aux bébés (même *in utero*) ou la façon de percevoir et de réagir à leurs larmes en fonction de leur sexe.» Non, les bébés garçons ne pleurent pas seulement quand ils

sont en colère, et non les bébés filles ne chouinent pas tout le temps pour rien.

Comme papa et comme maman

S'interroger sur notre comportement semble un bon point de départ. Penser à l'exemple que nous renvoyons aussi. À la maison, chez vous, comment s'organisent les tâches domestiques? «À nous de montrer à nos petits bons-hommes qu'ils ont un rôle à jouer dans le foyer. Que pour fonctionner, une collectivité a besoin de la participation de chacun.e (donc de lui), et qu'il n'y a pas de rôles prédéterminés parce que l'on est un homme ou une femme.»

Les enfants apprennent en nous imitant, on le sait, et les fabricants de jouets l'ont bien compris. Dînettes, poussettes, caisses enregistreuses en plastique et autres caisses à outils en bois font fureur chez les petits. À l'approche du passage de saint Nicolas et du Père Noël, la tendance est très récente, mais on commence à penser aux jouets différemment: en décembre dernier, *Le Ligueur* en appelait à «Un grand saint “dégenrant”» dans le cadre de la campagne «Fais pas ton genre» de La Ligue des Familles, et *Tchika*, le tout jeune magazine féministe pour les petites filles, lançait la campagne «Un poupon pour un garçon». Mattia autant que Célia câlineront leur poupée puisque c'est ainsi que leurs parents prennent soin d'eux. Célia comme Mattia prendront le même plaisir à conduire leur propre petite moto: le goût de l'autonomie et de la liberté est le même pour tout le monde!



L'injonction virile

«Ne pleure pas», «allez, sois fort», «fais pas ton p'tit zizi»... Bien plus tôt qu'on ne le pense, les jeunes garçons intègrent qu'ils ne doivent pas passer pour des faibles. «Quitte, pour cela, à se forger une carapace. Bombardés d'injonctions viriles, nombre d'entre eux se forgent une armure derrière laquelle ils apprennent à cacher leurs sentiments profonds.» Éduquer les garçons à l'aune de la masculinité dominante et fidèle aux stéréotypes virils requiert de «se

battre sur un terrain où la masculinité toxique règne en maître: celui des émotions. Celles que nous demandons aux petits garçons de réprimer depuis leur plus tendre enfance», rappelle Aurélia Blanc. Incitons-les à exprimer leurs sentiments et aidons-les à cultiver l'empathie. «Car sortir du carcan viril, ce n'est pas seulement repenser les relations hommes-femmes, c'est donner à nos garçons la liberté d'être eux-mêmes et de s'épanouir pleinement.»

Haro sur les super-héros

Autre domaine où les représentations ont commencé à changer, où les super-héroïnes commencent à s'imposer parmi les princesses, mais où il y a encore du boulot: les dessins animés, «véritable école du sexisme», comme le souligne Aurélia Blanc. Une raison supplémentaire de contrôler l'accès et le temps d'exposition aux écrans!

La littérature jeunesse est loin d'être neutre, elle aussi. «La palme du sexisme revient aux éditions Fleurus avec leurs collections "P'tites filles" et "P'tits garçons": pour eux, des voitures, des voitures et encore... ah tiens, des avions», ironise Aurélia Blanc sur les conclusions de Bénédicte Fiquet qui a passé au crible les rayons de littérature pour enfants³. Son conseil: analyser le livre selon une grille de lecture antisexiste en décortiquant les personnages, leurs rôles, les mots utilisés pour les décrire et les illustrations. Gaga est «fort», «malin» et «courageux»; Fifi est «belle», «douce» et «minuscule»?

Voilà un album qui va nous tomber des mains! Ceci dit, pourquoi ne pas l'utiliser pour parler des stéréotypes de genre avec Louis, justement?

Section particulière de la littérature pour enfants, celle qui aborde les questions liées à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle. Aux éditions bruxelloises des Nez à Nez, la version pour les petites filles a précédé celle des garçons, histoire de rétablir la balance après l'hégémonie du *Guide du zizi sexuel*. Et dans *Renardo veut tout savoir sur son zizi*⁴, récemment sorti, Papy explique à son petit-fils: «Que vous soyez enfants ou adultes, garçons ou filles, votre corps et votre sexe vous appartiennent. On ne peut pas te toucher sans ton accord, et toi, tu ne peux pas toucher quelqu'un d'autre sans son accord. C'est ce qu'on appelle le consentement, et c'est très important!» Une notion qu'il n'est jamais trop tôt d'inculquer aux enfants, *a fortiori* aux hommes de demain. 

3 «20 albums de jeunesse pour une éducation non sexiste», mis en ligne sur www.adequations.org.

4 Natacha de Locht et Laurent Carpentier, *Renardo veut tout savoir sur son zizi*, Bruxelles, Les Nez à Nez, 2019, 40 p.

Se diviser pour mieux lutter ?

Selon une partie du mouvement féministe, la lutte pour l'égalité nécessite le recours à des moments et des lieux «hommes non admis». Car leur position de dominant empiéterait forcément sur la capacité des femmes à se raconter, à se connaître et à s'émanciper. La non-mixité est-elle un sexism inversé ou l'outil indispensable à la libération de la parole des femmes ?

Par Clara Van Reeth
Journaliste

Dans les années 1960, les Noirs américains en pleine lutte pour leurs droits civiques décident de fermer la porte de certains de leurs rassemblements aux Blancs. Une décennie plus tard, dans la deuxième vague du féminisme, c'est le MLF (Mouvement de libération des femmes) qui, le premier, pratique des assemblées non mixtes uniquement réservées aux femmes. Un temps délaissée au profit de discours plus inclusifs, la non-mixité est de nouveau revendiquée par plusieurs associations féministes, qui voient en cet outil la condition préalable à toute émancipation et lutte contre la domination masculine. À l'heure des savoirs globalisés et d'une prise de conscience féministe renouvelée par le mouvement #MeToo, ce *modus operandi* excluant en choque certains. Pour ses détracteurs, le changement vers l'égalité des sexes se fera ensemble ou ne se fera pas.

Pleinement ancrée dans le fonctionnement de l'association Vie féminine

– dont les ateliers d'éducation permanente sont uniquement consacrés aux femmes –, la non-mixité s'avère parfois contre-intuitive, même au sein de son équipe. «Quand nos animatrices sont jeunes et ont un parcours féministe bien assumé, la non-mixité n'est pas toujours une évidence», observe Aurore Kesch, présidente de l'ASBL. Elle-même raconte comment, à ses débuts dans l'association, elle peinait à envisager en quoi la présence d'hommes pouvait entraver la parole des femmes. Ses années d'expérience l'ont finalement convaincue de la nécessité absolue des espaces non mixtes: «Il faut comprendre à quel point la majorité des femmes ne sont pas toujours prêtes à décoder les éléments discriminants de notre société patriarcale. Elles cumulent souvent plusieurs précarités, et la plupart ne sont pas prêtes à revendiquer ses droits en présence d'hommes.» Les réunions non mixtes seraient donc le meilleur moyen trouvé jusqu'ici

pour assurer l'inclusion de toutes les femmes dans la lutte féministe.

Parler pour décoder

La présence exclusive de femmes faciliterait plusieurs processus, selon Vie féminine. La prise de parole d'abord. «On l'a constaté d'expérience, dès que des hommes sont présents, ils ont tendance à prendre toute la place. En tant qu'animatrice, j'arrivais sans difficulté à m'imposer, mais je dépensais une énergie incroyable à essayer de faire parler les autres femmes», poursuit la présidente de l'association. Vient ensuite le tour de la prise de conscience et du décodage des mécanismes de domination, également rendus possibles par l'absence d'hommes.

«La question des violences conjugales, par exemple, surgit très fréquemment lors de nos ateliers. Cela ne se produit pas si un homme est présent – même s'il est féministe –, car il représente la catégorie de personnes qui fait souffrir la femme qui se confie. Comment pourrait-elle décoder un système d'oppression assise à côté de personnes qui représentent, parfois malgré elles, l'opresseur?» interroge Aurore Kesch.

Un outil «communautariste»

La dialectique de l'opresseur et de l'opprimé est au cœur de la lecture sociétale avancée par le principe de non-mixité. La féministe Gisèle de Meur, l'une de ses farouches opposantes, estime pour cette raison que



celui-ci «étend le conflit à ceux qui ne sont pas concernés. En partant du postulat que nous sommes ennemis les uns des autres, on crée de l'animosité, de la crispation et on n'avance pas dans la bonne direction.» La présidente du Gouvement belge de la porte ouverte (pour l'émancipation économique de la travailleuse)¹ envisage la domination masculine comme un phénomène davantage «induit, voire encouragé par la société», plutôt qu'individuel: «Il allait donc de soi que notre mouvement soit ouvert à tous les féministes, hommes et femmes.» Même dans le cas des violences sexuelles, la non-mixité, qu'elle juge «communautariste», ne trouve pas grâce à ses yeux. «En particulier pour les violences, il faut que les hommes entendent ces faits de la bouche des femmes pour bien les comprendre. Comment changer s'ils ne peuvent

¹ Association féministe née dans les années 1930 qui a commencé par se battre pour l'égalité par le travail rémunéré, avant d'inclure à son combat féministe d'autres dimensions comme la lutte contre les violences, l'éducation, la liberté sexuelle...

Les espaces non mixtes sont avant tout un moyen et non une fin.

pas écouter?» assène Gisèle de Meur. Au sein du Groupement de la porte ouverte, les hommes sont «minoritaires», mais «bienvenus». Quant au partage de la prise de parole, «il n'a jamais posé de problème»: «Nos membres, hommes et femmes, sont suffisamment émancipés pour ne pas être embarrassés par la présence de l'autre sexe.» Disant cela, la présidente appuie néanmoins l'hypothèse d'Aurore Kesch, selon qui le succès de la mixité dépend d'un certain niveau préalable d'émancipation féministe: «Les femmes de notre groupe avaient une personnalité solide, elles savaient se faire entendre», reconnaît Gisèle de Meur.

Quelle place pour les hommes?

Sa position tranchée a valu au groupement plusieurs prises de bec au sein du mouvement féministe belge. Gisèle de Meur ne mâche pas ses mots: elle déplore la tendance «victimaire» de nombreuses associations féministes, plus tournées vers le passé que vers le changement et empreintes «de méfiance et de désir de revanche». «Tout cela, y compris la non-mixité, donne une très mauvaise image du féminisme», juge-t-elle.

La preuve? Malgré le mouvement #MeToo, trop nombreuses sont les femmes qui font encore la grimace à la question: «Êtes-vous féministe?»

«Le féminisme est toujours un gros mot», confirme Aurore Kesch. «Il faut le dépoussiérer et le débarrasser de tout ce qui a été collé dessus, notamment une forme de radicalité mal comprise. Beaucoup de gens pensent toujours qu'être féministe, c'est être contre les hommes, alors que c'est uniquement le rejet du patriarcat.»

Si la question de la mixité électrise les débats au sein du mouvement féministe, elle est aussi le signe que celui-ci vit, se nourrit et se transforme. Ses adeptes et ses adversaires semblent s'accorder sur un point: les espaces non mixtes sont avant tout un moyen et non une fin.

La fin –l'égalité des sexes dans la société– questionne, elle aussi, la place des hommes. Peuvent-ils être les alliés proactifs des femmes ou devraient-ils se contenter de les écouter plus passivement qu'ils n'ont été éduqués à le faire? «Bien sûr que les hommes peuvent aider les femmes. Avec #MeToo, on a vu des réactions d'hommes magnifiques, incitant les autres à se taire, à ne pas prendre les choses personnellement et à écouter les femmes», soulève Aurore Kesch. «Mais on a aussi vu beaucoup d'hommes s'auto-justifier ou s'auto-congratuler de ne pas être des prédateurs et du coup reprendre toute la place.» Pour la présidente de Vie féminine, le changement inclut forcément les hommes, mais peut-être pas à la place d'avant-plan que ceux-ci souhaiteraient ou à laquelle ils sont habitués. 

Les femmes, plus éthiques que les hommes ?¹

Loin de nous l'idée d'évoquer une différence innée, bien sûr, mais la moralité étudiée façon «gender studies» en dit long sur notre époque et sur l'assignation des rôles et des valeurs.

Par Sabrina Tanquerel

Enseignante et chercheuse en management des ressources humaines
École de Management de Normandie

Beaucoup des valeurs qui président aux stratégies du monde des affaires sont traditionnellement masculines et souvent éloignées de la manière dont se comporte la majorité des femmes: l'agressivité, le rejet des émotions, le calcul et la manipulation dans les processus de décision, l'atteinte d'objectifs à tout prix même si cela implique un comportement non éthique.

«Si Lehman Brothers s'était appelé Lehman Sisters, la banque d'affaires n'aurait peut-être pas fait faillite», avait insisté en 2010 Christine Lagarde dans un article du *New York Times*, soulignant le différentiel sexué de certains comportements face à d'importants enjeux mercantiles et financiers. Mais les femmes sont-elles vraiment plus éthiques que les hommes?

Dans un récent article, publié dans *Organizational Behavior and Human Decision Processes*², trois études ont analysé les réactions des femmes et des hommes face à des occasions d'agir de «manière trompeuse» (*act deceptively*, en VO) en échange de gains financiers.

Des standards d'éthique plus élevés et plus fermes

Dans la première étude, on a demandé aux participants (femmes et hommes) d'imaginer qu'ils devaient vendre leur voiture, qui présentait un problème de moindre importance dans le premier cas (bouchon de réservoir d'essence manquant), ou plus important dans le second cas (problème de transmission). Les participants devaient alors décider de révéler ou de cacher le problème à l'acheteur potentiel.

Les femmes ont témoigné d'une plus forte volonté que les hommes à souhaiter négocier «en toute bonne foi» et «d'une manière complètement honnête et fiable» avec l'acheteur. Les femmes étaient aussi moins enclines à «rationaliser» *a posteriori* un comportement non éthique, les hommes tenant à s'auto-persuader après l'opération financière que «si l'acheteur est ignorant, c'est son problème, il doit en assumer les conséquences», ou «les gens s'en fichent d'être roulés dans ce type de négociations, car ça fait partie du jeu».

¹ Article (à l'exception du chapô) initialement publié sur www.theconversation.com et reproduit avec l'aimable autorisation de son auteure.

² Jessica A. Kennedy, Laura J. Kray et Gillian Ku, «A Social-Cognitive Approach to Understanding Gender Differences in Negotiator Ethics: The Role of Moral Identity», mis en ligne sur <http://resource.owen.vanderbilt.edu>



Cette étude confirme certaines recherches déjà menées qui démontrent que les femmes ont en effet des standards d'éthique plus élevés et fermes que les hommes. Pour tenter de comprendre ces comportements différenciés, les scientifiques ont mobilisé la théorie de l'identité sociale³.

«juste», «honnête», «généreux» et «gentil». L'analyse de trente-trois études indépendantes regroupant plus de 19 000 personnes a mis en évidence une différence de genre : les femmes s'identifient de façon plus forte que les hommes à ces qualités morales.

³ J. C. Turner et K. J. Reynolds, «The Story of Social Identity», dans *Rediscovering Social Identity: Core Sources*, Abingdon, Psychology Press, 2010.

L'identité renvoie à l'idée personnelle qu'un individu se fait de la personne qu'il souhaite être. Les scientifiques sont allés voir plus spécifiquement la notion d'identité morale, la tendance à s'auto-évaluer à l'aune de traits moraux tels que

Une identité morale fluctuante

Toutefois, selon cette étude, l'identité morale peut fluctuer significativement selon la situation. Certaines pressions circonstancielles peuvent venir altérer le sens moral des femmes.

Par exemple, dans une autre étude, les participants devaient négocier avec un candidat, sur le point d'être recruté et soucieux de stabilité professionnelle. Malheureusement, le poste ne pouvait lui offrir cet avantage, mais il l'ignorait. Les participants savaient en revanche que le poste allait être réorganisé dans les six mois qui suivaient. Il était question de déterminer si oui ou non les participants allaient mentir à la nouvelle recrue pour l'embaucher à moindre coût.

De manière peu surprenante dans cette situation, les femmes ont moins menti que les hommes. Cependant, un élément supplémentaire fut ajouté à l'expérience: si l'on donnait une prime financière aux femmes, celles-ci mentaient autant que les hommes. L'encouragement financier devenait alors un «modérateur situationnel», car il réduisait provisoirement la saillance de l'identité morale chez les femmes. La science a déjà montré que les avantages financiers décourageaient la moralité des individus. Ces récompenses financières réveillent et activent d'autres types d'identités, comme l'ambition de réussite sociale, ou le fait d'être une personne brillante, mais annihilent curieusement le désir d'être une personne morale et juste.

Une construction sociale

L'anthropologie a confirmé depuis long-temps le caractère construit (et non pas naturel) de la différence, y compris morale, entre les sexes⁴. La conception de l'éthique est la résultante d'une construction sociale. Les différences de genre concernant l'identité morale sont

donc le produit de nos environnements et des valeurs attendues vis-à-vis de l'un et l'autre sexe dans un contexte social, culturel et historique donné. *In fine*, les femmes sont sans doute dans certains contextes «moralement meilleures» que les hommes, mais parce que leur environnement et leur socialisation les y incitent. Lorsqu'on observe chez elles leurs capacités d'empathie, d'oubli de soi et de souci des autres, elles sont dans leur rôle assigné, qu'elles ont appris et intériorisé depuis leur naissance.

Ce que nous disent ces études, ce n'est pas qu'il faut penser comme les femmes ou comme les hommes, mais que l'on gagne à intégrer différents points de vue dans un collectif pour une plus grande éthique. La diversité des perspectives et des valeurs améliore nos jugements, nos comportements et nos approches du monde, les rendant plus justes et plus éthiques. Ce que soulignent également ces recherches, c'est la responsabilité de chacun et de chacune de construire un environnement qui serve et favorise ces valeurs.

Il n'est pas anodin que l'actualité, qu'elle soit sociétale ou académique, s'interroge sur cette question, qui est bien une question d'époque. Elle parle d'une époque brutale, qui voit revenir partout au pouvoir des régimes musclés, des idéologies toxiques et la médiatisation de comportements non éthiques. Il est donc logique que beaucoup réfléchissent à d'autres écosystèmes, d'autres mondes possibles, où l'empathie, le soin des vulnérables, l'attention aux autres et à la planète, l'éthique, la collaboration, la négociation seraient les valeurs d'avenir. 

⁴ Françoise Héritier, *La Différence des sexes*, Paris, Bayard jeunesse, 2010, et *Hommes, femmes : la construction de la différence*, Paris, Le Pommier, 2010.

Engagement violent : une amnésie récurrente

Le discours autour des femmes djihadistes en témoigne : monstres ou victimes, elles sont perçues comme une anomalie et un mauvais présage. Si même les femmes s'y mettent, alors où va le monde ? Pourtant, l'engagement violent des femmes est une constante de l'histoire : constante qui transgresse les normes de genre et qu'on préfère par conséquent reléguer aux oubliettes.

Par Julie Luong
Journaliste

«Dénie d'antériorité» : le terme a été forgé par la sociologue française Delphine Naudier pour parler des femmes écrivaines, constamment présentées comme envahissant le marché éditorial alors qu'elles y ont toujours eu une place de choix. Il en va différemment de leur reconnaissance et de leur postérité. Dans *Penser la violence des femmes*¹, Coline Cardi et Geneviève Pruvost ont repris ce concept pour l'appliquer aux femmes engagées dans des luttes armées. «La violence féminine apparaît toujours comme hors cadre et inédite. Pourtant, il y avait déjà des femmes engagées chez les nazis, dans les Brigades rouges, à l'extrême droite», commente Alice Jaspart, directrice de recherche au sein du Centre d'accompagnement et de prise en charge de toute personne concernée par les radicalismes et extrémismes violents (Caprev).

fiques par nature, éternelles donneuses de vie, les femmes qui prennent les armes ne peuvent se penser que comme une exception et le symptôme d'un monde qui va à vau-l'eau, suscitant comme l'écrivent Cardi et Pruvost «une panique morale». «À force de la présenter comme quelque chose de nouveau, on condamne la violence au féminin à l'impensable», résume Alice Jaspart. «Au fond, l'objet de recherche "femmes combattantes", en soi, n'a pas de sens, avance Camille Boutron, autre intervenante du colloque, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (Irsem) et spécialiste de la place des femmes au sein des organisations armées, en particulier au Pérou et en Colombie. Pourquoi ne s'interrogerait-on pas sur les masculinités combattantes ? Travailler sur cette question revient en fait à s'interroger sur la manière dont le genre façonne notre compréhension du fait combattant.»

La mère, le monstre, la frustrée

La cause comme la conséquence de cette amnésie renouvelée serait le maintien des normes de genre. Paci-

Le genre préside en premier lieu à la lecture des motivations combattantes. Là où celles-ci sont perçues comme évi-

¹ Coline Cardi et Geneviève Pruvost, *Penser la violence des femmes*, Paris, La Découverte, 2012.

demment politiques chez les hommes, elles seraient avant tout intimes chez les femmes. Les archétypes qui circulent dans les médias en témoignent. «La femme combattante, c'est soit le monstre, soit la mère (qui protège les siens, venge son fils), soit la frustrée sexuelle (nymphomane, frigide, lesbienne)», résume Camille Boutron. Or la sphère intime et les pairs déterminent tout aussi bien l'engagement des hommes. «J'aurais même tendance à penser que, dans la mise en œuvre d'opérations violentes, la conviction politique, chez les femmes comme chez les hommes, ne suffit pas, poursuit la chercheuse. Le passage à l'acte est de toute façon accompagné par des liens affectifs, un engagement émotionnel.»

Corps et identité

Déni d'antériorité pour les unes; déni d'intériorité pour les autres. «Les ressorts de l'engagement violent sont très différents d'une personne à l'autre, mais au sein de Daech comme à l'extrême droite, la question de l'identité semble très présente», analyse pour sa part Alice Jaspart, qui appuie son propos par un film d'animation conçu à partir des accompagnements menés par le Caprev. «Toi, tu es belle, tu es ma fille et ça suffit», répond une mère célibataire à sa fille adolescente qui la questionne sur ses origines musulmanes. «L'absence de transmission de la culture, la honte des origines dans un contexte où le racisme est présent favo-





risent le désir d'une identification forte et fière, avec une dimension de recherche spirituelle», commente Alice Jaspart. Avec la spécificité que les jeunes filles seraient censées trouver l'essentiel de cette identité à travers leur corps («Tu es belle»), et que c'est encore à ce corps qu'elles seront résumées une fois engagées dans l'action violente. «Quand on parle des femmes combattantes, on parle systématiquement de leur physique», commente Camille Boutron. «La beauté des combattantes kurdes, les femmes FARC² qui échangent leurs treillis contre de petites jupes. Mais cela vaut aussi dans le djihad: ces femmes cachent leur corps et pourtant on ne

parle que de ça, de ces "fantômes", de ces silhouettes noires... Dans tous les cas, les femmes sont identifiées par leur corps, comme si elles n'étaient pas des sujets à part entière.»

Si les motivations des hommes et des femmes combattantes semblent se rejoindre, les modes d'entrée dans l'organisation sont en revanche distincts. «Dans la conception patriarcale de nos sociétés contemporaines, l'accès aux armes, qu'on soit dans une organisation clandestine ou dans une armée régulière, est l'apanage des hommes et est pensé comme un privilège», rappelle Camille Boutron. Or un privilège est rarement

abandonné par bonté d'âme: il l'est par nécessité ou parce qu'on vous l'arrache. Quand les femmes intègrent des luttes armées, c'est donc en général parce qu'il faut grossir les rangs. Des organisations comme Daech adoptent à cet égard une communication très genrée, de la même façon que le discours est adapté au pays de destination. «Quand il s'adresse aux femmes, Daech met l'accent sur la question du voile, autour de l'idée qu'elles sont victimes de discriminations en Occident. Quand on s'adresse aux hommes, on parlera des relations sexuelles qu'on peut obtenir, de l'esclavagisme sexuel», note Alice Jaspart.

L'impossible bénéfice

Dans bien des cas, les enjeux liés à la place des femmes dans la société se dilueront pourtant dans le projet final: ce n'était qu'une promesse. Au Pérou, le Sentier lumineux, organisation communiste fondée par une bande d'universitaires, s'est revendiqué très féministe dès ses débuts, dans les années 1970. «Mais finalement, au moment où la guerre a éclaté dans les années 1980, cette organisation a assez peu concrétisé ce qu'elle avait mis en place au niveau idéologique sur le féminisme», commente Camille Boutron. «De toute manière, dans une organisation presque sectaire, avec une exigence de soumission au chef, il n'y a pas de place pour les féministes.»

Les organisations combattantes ont ceci de particulier que tout en reproduisant le fonctionnement – et notamment la division genrée du travail – des sociétés où elles émergent, elles se veulent également disruptives

par rapport à cette organisation. «Du coup, il y a des tensions, des contradictions», note Camille Boutron. Ainsi chez les FARC, en Colombie, où l'on pouvait voir les hommes passer le balai et faire de la couture, mais qui ont eu bien du mal à intégrer les revendications féministes dans la dialectique révolutionnaire. «Au moment des accords de paix, les FARC sont en revanche devenues très féministes, à la fois par opportunisme et à cause du réveil de certaines combattantes.»

Dans la plupart des cas, la fin des conflits marque pourtant un retour exacerbé aux valeurs traditionnelles. «La période du conflit correspond à une situation limite: à la fois difficilement supportable et où l'on passe une frontière, où l'on fait des choses qui n'étaient pas pensables avant, en bien ou en mal. La division traditionnelle du travail est remise en cause. Mais regardons ce qui s'est passé après la Seconde Guerre mondiale: on a gentiment dit aux femmes américaines de rentrer chez elles et on leur a fourni de l'électroménager. Le capitalisme sauvage d'après-guerre a contribué à ramener les femmes à la maison et à en faire de bonnes mères. Car après un conflit, il faut aussi repeupler. C'est donc quand même mieux que les femmes ne partent pas à l'aventure...» Dès la sortie de crise, les rôles «hors cadre» expérimentés par les femmes semblent condamnés au refoulement, comme si leur intégration à un nouvel ordre social demeurait impossible. Jusqu'au prochain conflit, jusqu'aux prochaines femmes qui prendront les armes. 

Démasculiniser la violence dans les médias

Pendant longtemps, les violences contre les femmes ont été minorées, banalisées, voire occultées par la société, comme si elles étaient jugées inhérentes à la «nature masculine». Et lorsque les médias les abordaient, c'était le plus souvent en faisant montre de compréhension, voire d'indulgence, envers leurs auteurs. Ces affaires étaient généralement sous-couvertes, traitées sous forme de brèves et confinées dans la rubrique «faits divers».

Par Anne-Marie Impe
Journaliste

«Le directeur de l'Automobile club de France retrouvé mort défenestré», titrait *Le Figaro*, le 7 juin 2015¹. Pas un seul mot dans ce titre pour sa femme, qu'il avait pourtant tuée à coups de couteau, avant de se suicider en se jetant par la fenêtre. Le corps de l'article poursuivait sur le même ton: muet pour l'épouse (comment s'appelait-elle, quel métier exerçait-elle? On l'ignore) et prolix pour le meurtrier dont on décrivait les fonctions durant deux paragraphes entiers, en s'apitoyant sur son souvenir: «Les membres et le personnel de l'ACF ont exprimé leur peine devant “ce grand malheur” et salué la mémoire de Charles Lüthi “qui vient de décéder à son domicile dans des circonstances personnelles tragiques”». La mémoire du meurtrier était saluée et celle de la victime, complètement passée sous silence!

L'effacement de la victime

Ce qui frappe, c'est l'inexistence de la victime, son effacement total au profit

du meurtrier. Ce dernier est de surcroît présenté en termes élogieux: une tendance récurrente dans la couverture médiatique. L'auteur des faits est souvent décrit comme «un bon père de famille», «un homme bien sous tous rapports», dont les antécédents judiciaires sont même parfois tus ou minimisés. «Plus on parle d'un notable, plus la presse se montre prudente et a tendance à dresser un portrait flatteur du meurtrier présumé, quitte à occulter totalement sa victime», écrivent Juliette Deborde, Gurvan Kristanadjaja et Johanna Luyssen dans *Libération*². L'article du *Figaro* est particulièrement emblématique de la manière dont de nombreux médias, y compris ceux dits «de qualité», couvraient jusqu'à récemment – et continuent parfois à couvrir – les violences contre les femmes.

Toutefois, depuis l'éclatement de l'affaire Weinstein et le lancement du mouvement #MeToo, les mentalités ont évolué: des milliers de femmes,

1 «Le directeur de l'Automobile club de France retrouvé mort défenestré», mis en ligne sur www.lefigaro.fr, le 7 juin 2015.

2 Juliette Deborde, Gurvan Kristanadjaja et Johanna Luyssen, «220 femmes tuées par leur conjoint, ignorées par la société», mis en ligne sur www.libération.fr, le 29 juin 2017.



partout dans le monde, ont choisi de briser le silence à propos des agressions subies. Et ce qui était encore perçu il y a peu comme «acceptable» par certains ne l'est plus aujourd'hui, le récent exemple de l'affaire Matzneff l'illustre parfaitement.

Cette prise de conscience de la gravité des violences faites aux femmes progresse dans tous les milieux. Les grands médias qui, hier encore, ne prenaient guère au sérieux le harcèlement des femmes journalistes, tant à l'intérieur des rédactions que sur les réseaux sociaux³, sont désormais nombreux à avoir pris des mesures pour tenter d'endiguer le phénomène.

Un traitement asymétrique

Malgré des avancées indéniables, le déséquilibre dans la couverture médiatique persiste. Ce traitement asymétrique des violences conjugales est, en effet, le parfait reflet et la traduction des rapports de pouvoir institués entre hommes et femmes dans notre société. Pour couvrir le sujet de manière équilibrée, il est dès lors capital de «démasculiniser» la couverture médiatique, en rappelant la nature des violences contre les femmes. Il ne s'agit pas d'affaires intrafamiliales privées, ni de faits divers isolés, mais bien d'actes récurrents, systémiques, qui affectent la société dans son ensemble.

3 Comme en ont témoigné Myriam Leroy et Florence Hainaut lors d'une soirée organisée par l'Association des journalistes professionnels (AJP), le 14 novembre 2019, et au Press club de Bruxelles, le 25 du même mois.

Ils découlent de rapports de force historiquement inégaux entre hommes et femmes, qui ont instauré des relations de domination et des discriminations, comme le soulignait déjà en 1993 la Déclaration de l'ONU sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Il faut donc arrêter de minimiser ces violences, les sortir de la rubrique «faits divers» ou de la colonne des brèves où elles sont encore trop souvent cantonnées et les traiter comme de graves faits de société, en une des journaux et à des heures de grande écoute à la radio et à la télévision, en mettant en exergue leur caractère structurel. On veillera aussi au choix du vocabulaire, qui peut contribuer à entretenir les stéréotypes ou, au contraire, à les combattre. On évitera, par exemple, une phrase comme «elle avoue avoir été violée», qui induit l'idée que la survivante aurait une responsabilité dans son agression, en la remplaçant par une tournure plus neutre: «Elle déclare avoir été violée.»



Anne-Marie Impe, «Informer sur les violences à l'égard des filles et des femmes. Manuel pour les journalistes», Paris, Unesco, 2019, 160 pages.

Disponible en ligne sur: <https://unesdoc.unesco.org>

Ce guide contient des exemples de bonnes pratiques et des recommandations très concrètes pour mieux traiter des violences contre les femmes.

mais considéré sans indulgence comme une grave atteinte aux droits humains.

Faut-il être une femme pour traiter les questions de violences envers les femmes? Non, il ne faut bien sûr pas être une femme pour aborder ce sujet. Affirmer le contraire serait tomber dans le piège du genre et reviendrait à avancer la thèse selon laquelle il y aurait des sujets réservés aux femmes ou aux hommes. La violence faite aux femmes est un grave problème de société qui nous concerne toutes et tous, et bénéficier de l'éclairage d'un journaliste homme peut être intéressant. Pour autant, toutefois, que cette parole ne se substitue pas à celle des femmes, et qu'elle soit considérée comme une contribution au débat parmi d'autres, et non comme la voix dominante qu'elle a été dans la plupart des sociétés à travers les siècles. Mais attention, être une femme n'offre pas la garantie automatique d'un regard émancipé et féministe sur le sujet. Certaines ont à ce point intérieurisé la domination masculine qu'elles se conforment à ce que les hommes pensent ou attendent d'elles – parfois même sans en avoir conscience. *A contrario*, certains hommes ont réalisé un véritable travail réflexif qui leur permet de questionner, voire de déconstruire, leur masculinité et de proposer un discours pertinent sur les questions de genre. Il serait dès lors idéologique et réducteur d'accepter la parole des premières en rejetant celle des seconds.

De quel genre, le reporter?

Par contre, quand il s'agit d'envoyer un reporter pour couvrir un sujet aussi sensible que les violences contre les femmes



dans un pays en conflit, la question se pose en termes différents. Être une femme journaliste constitue un atout évident pour recueillir le témoignage des survivantes, qui auront tendance à confier plus facilement leur récit à une femme.

La journaliste syrienne Zaina Erhaim, lauréate en 2016 du prix de la liberté d'expression d'*Index on Censorship*, a expérimenté sur le terrain cet avantage d'être une femme: «Elles peuvent décrire les sujets derrière les sujets, témoigner de la vie réelle dans la guerre, accompagner des femmes dans leurs

chambres, là où elles se sentent à l'aise pour exprimer leurs sentiments.»⁴ «Comme femme, il est beaucoup plus facile de faire ce travail», souligne, elle aussi, la juriste Anna Neistat, qui a fait partie de l'équipe d'enquête d'urgence de Human Rights Watch avant d'entrer à Amnesty International. «Couvrir des cas de violence sexuelle est pratiquement impossible pour un homme.»⁵

Ajoutons que, sous certaines latitudes, un homme journaliste ne pourra tout simplement pas approcher une femme sans lui faire subir l'opprobre sociétal et la mettre en danger. 

4 Sophia Smith-Galer, «How are women journalists shaping war reporting today?», mis en ligne sur www.indexoncensorship.org, le 7 octobre 2016.

5 Rosena Sammi, «Dr. Anna Neistat. One lawyer's fight for human rights and social justice», mis en ligne sur www.alawyerslife.com en 2015.

Mon père, cet antipatriarche

Évoquer le passé, se plonger dans les souvenirs familiaux, s'offrir un voyage mémoriel aux racines d'un combat féministe partagé entre père et fille. Une histoire personnelle qui cesse de l'être puisqu'elle marque le début d'un engagement en faveur de l'égalité et de l'universalité des droits humains. Quelle aventure !

Par Djemila Benhabib
Écrivaine, politologue et chargée de mission - CAL/COM

Ce matin-là, mon père m'avait déposée en voiture à l'université. Fait rarissime. En général, je me débrouillais seule. Prendre l'autobus était un cauchemar dont je voulais m'épargner les humiliations et les supplices, infligés par les frustres du zizi qui ne ménageaient aucune «femme» de 9 à 99 ans ! Dans l'autobus tout comme dans la rue, nous devenions toutes des boules glandulaires, des amas de chair. Il fallait être au garde-à-vous en permanence. À l'automne 1990, j'entamais ma première année de sciences exactes. Je venais de fêter mes 18 ans. Je sortais d'une épreuve douloureuse. Mon corps avait craché du sang comme jamais auparavant. Je me remettais difficilement de cette douleur qui me propulsa, soudainement, dans le monde des femmes marqué par le silence, les non-dits, la honte du corps, le tabou de la sexualité et l'interdit des lois. Chez nous, une simple broutille peut devenir, très vite, une affaire d'État. La sexualité des femmes est une affaire politique et son contrôle relève de la pathologie collective. Pourtant, Oran suggère la nudité et l'abandon de soi avec ses bou-

levards européens, son théâtre rococo, ses cascades de bougainvilliers, ses allées de palmiers qui mènent tout droit sur le front de mer. Cet été-là, j'avais effleuré le bonheur. J'avais tant aimé dans le clapotement des vagues face au soleil, doux et brûlant ! Aimer ? Et puis quoi encore ! Lorsqu'une femme s'approprie son être, l'État, la mosquée et la société font bloc contre elle. D'ailleurs, ce n'est plus une femme. C'est une moins que rien. Une putain !

C'est ma fille, oui ou non ?

Mon père, redoutable bouclier, était là, à mes côtés. Il n'y avait que lui pour alléger ma peine, me redonner la force, l'espoir, le courage. Ce matin-là, comme tous les autres jours d'ailleurs, il faisait obstacle à tous ceux qui entravaient ma marche vers l'émancipation. «Laissez-la vivre, merde ! C'est ma fille, oui ou non ?» Non, mon père n'a pas dit cela. C'est pourtant ce que j'avais compris. Dans les circonstances, les mots étaient vains. Sa seule présence me suffisait. À deux, que de combats avons-nous menés... et gagnés !

À commencer par ceux de la petite école, lorsqu'on voulait me faire réciter le Coran de force. J'avais 5 ans, je ne savais ni lire, ni écrire, ni compter. Peu importe! Il fallait éructer le texte sacré, se mettre debout, hurler, vociférer, haïr. Jamais! Non, pitié! Je luttais à mon corps défendant, ma tête, enveloppée dans mes bras, se réfugiait sur le pupitre. Affolée, mon enseignante convoqua mon père. «Elle souffre d'une grave déficience», lui confiait-elle. «Je le sais, je le sens. Elle n'a pas l'attitude qu'il faut.» Bon. Mon père prit une grande respiration. «Foutez-lui la paix avec vos bondieuseries, merde! C'est ma fille, oui ou non?» Non, encore une

fois, mon père n'a pas dit cela. Mais c'est tout comme. «Elle est si jeune. C'est la plus jeune de sa classe, n'est-ce pas? Peut-être lui faut-il un peu plus de temps pour intégrer toutes ces notions», insista-t-il. «Donnez-lui encore une petite chance. Vous savez qu'elle parle quatre langues?»

Que de fois mon père s'interposa entre la bêtise et moi! Lui, il essayait toujours de tout dédramatiser. Et moi, je faisais semblant que rien ne m'atteignait. Nous restions imperturbables. Était-ce notre façon de résister? Bien entendu, rien de tout cela ne se faisait sans souffrance. Qu'importe, avec mon père,



nous faisions équipe. Nous étions deux. Deux infatigables rebelles.

Une éducation à l'émancipation

Mon père ne se battait pas seulement pour moi, il se battait pour toutes les femmes. Il était l'un des rares à capter cette révolte sourde qui grondait en chacune de nous. À l'université où il a longtemps assumé des fonctions de direction, il était le confident, le conseiller, le médiateur. Fait assez remarquable à l'époque, il poussait les femmes à occuper des postes de responsabilités. Lorsque arrivait le 8 mars, il faisait de cette journée de célébration un moment solennel d'échange et de reconnaissance. Et ça commençait, tôt le matin, par une distribution de fleurs qu'il commandait la veille chez son fleuriste du marché Michelet.

Si, pour mon père, l'éducation allait de soi avec l'indépendance financière, l'émancipation sexuelle et la liberté individuelle, d'autres ne le voyaient pas du tout du même œil. Et ils étaient nombreux, dans cette Algérie post-indépendance où l'islam était religion d'État, à s'étouffer juste à l'évocation de ce parfum de liberté au féminin. L'émancipation des femmes devait passer par la case du politique. Mon père militait ardemment (et il milite toujours) pour l'abrogation des lois religieuses qui régissent le statut des femmes (le Code de la famille de 1984) et pour la séparation des pouvoirs politique et religieux (article 2 de la Constitution). Ces luttes devenaient cruciales au début des années 1990. Nous n'avancions plus. Nous reculions. Les femmes faisaient l'objet de prêches religieux enflammés et violents.

**Libérez les femmes !
Libérez les hommes !**

Dans l'enthousiasme qui a suivi l'avènement du multipartisme en 1989, la voix d'Ali Belhadj, le numéro 2 du Front islamique du salut (FIS), a retenti soudainement comme un éclat de tonnerre, nous rappelant la responsabilité ultime de notre existence: «Le lieu naturel de la femme est le foyer», affirmait-il dans une interview au quotidien *Horizon*. «La femme n'est pas une reproductrice de biens matériels, mais reproduit cette chose essentielle qu'est le musulman.» Voilà qui avait le mérite de la clarté ! Nous n'allions tout de même pas leur céder le pouvoir sans opposer de résistance ? Les arrêter n'a pas suffi.

Pour libérer les femmes, il faut libérer les hommes. La véritable révolution se fera avec eux dans nos lits, dans nos maisons, dans nos rues, dans nos quartiers et dans nos lieux de travail. Les femmes n'auront plus peur de prendre l'autobus le matin, les frères ne seront ni les espions ni les bourreaux de leurs sœurs, la police des moeurs, celle qui fait le tour des parcs et guette les sorties des restaurants pour faire la chasse aux couples, sera bannie, l'homme ne se sentira plus obligé de bastonner sa femme pour prouver sa virilité, la femme n'aura plus besoin de tuteur pour se marier. Et si elle ne le souhaite pas, elle aura la possibilité de vivre autrement.

Pour moi, la révolution a commencé il y a longtemps grâce à mon père, ma lucarne sur le monde, ma fantaisie, mon ballon d'oxygène, mon caviar. Merci papa ! 



Critique d'une mort annoncée

Théoricien fécond, penseur de la «critique de la valeur», du fétichisme de la marchandise, héritier et spécialiste du théoricien militant révolutionnaire Guy Debord, Anselm Jappe est l'auteur d'essais décisifs sur la société capitaliste et la pensée situationniste. Il interroge les moyens à mettre en œuvre afin de nous arracher à la dynamique régressive et autodestructrice qui nous dessine un horizon létal.

Propos recueillis par Véronique Bergen
Écrivaine

Au nombre des questions que soulève Anselm Jappe, des problématiques reviennent avec insistance: comment produire de nouvelles formes de subjectivité qui proposent une alternative radicale au règne contemporain d'un sujet narcissique, fétichisant la marchandise ? Comment des mentalités acquises à une vision productiviste et consumériste de la vie peuvent-elles se déformater ? Comment rendre compte, au niveau des structures psychiques, des réflexes de crainte que suscitent chez certains sujets la perspective pourtant salutaire et vitale d'une rupture avec le système actuel ? Ou encore, par-delà la décroissance, par-delà la désobéissance civile, quelles sont les voies aptes à opposer un contre-feu à la pulsion de mort qui régit nos sociétés qu'il qualifie d'«autophages» ? La figure par laquelle Anselm Jappe caractérise nos sociétés contemporaines est celle du roi Erysichthon qui, puni pour sa

malveillance, son outrage à la nature, fut condamné à une faim insatiable. Une faim qui le poussa à se dévorer lui-même.

Quels sont les leviers politiques, économiques, conceptuels qui nous permettent de sortir du capitalisme, de la société marchande, de riposter de façon inventive à la crise sociale et environnementale ?

Regardons, pour commencer avec l'actualité, les grèves et les manifestations qui ont lieu depuis un mois et demi en France pour protester contre la «réforme» des retraites: si les grévistes sont relativement peu nombreux, ils reçoivent en revanche un large soutien dans la population. Cela arrive parce que l'enjeu dépasse beaucoup la question des retraites: il y a une exaspération généralisée. J'ai entendu dire à des personnes qui avant n'avaient jamais montré



© Atsushi Taketatsu/The Yomiuri Shimbun/AFP

le moindre intérêt pour la politique qu'il fallait «un nouveau 68». Mais malheureusement, cela ne signifie pas forcément que nous sommes à la veille d'une révolution: même les protestataires continuent en général à tabler sur de simples modifications du système économique et politique existant. Pourtant, on voit chaque jour que ce système n'a plus aucune marge de manœuvre: même face à l'imminence d'une catastrophe écologique, aucune mesure n'est adoptée dès qu'elle pourrait léser le moindre intérêt économique. Regardez la question des pesticides, regardez les feux en Australie. Et si l'on ne parvient même pas à de tout petits pas – qui, de toute manière, seraient absolument insuffisants –, alors comment affronter la véritable question: sortir du capitalisme, du marché, de l'État, de l'argent, du travail, de l'économie? Même si l'humanité a vécu très longtemps sans ces formes

de vie, nous les avons désormais intériorisées à tel point que l'idée d'en sortir crée une panique aussi chez ceux qui se proclament des adversaires de ce système. On préfère alors souvent l'attente d'une catastrophe: le livre *Effondrement* de Jared Diamond, publié en 2005, continue à être un best-seller.

Nous sommes-nous résignés?

Une autre forme témoignant d'une telle résignation suicidaire est le succès des partis populistes dans le monde entier. La vague conscience qu'il est devenu impossible de continuer le mode de vie créé par le capitalisme industriel peut aussi déboucher sur un ressentiment énorme, aux cibles interchangeables, et qui constitue aujourd'hui la tonalité affective dominante. Elle alimente les politiques de la droite. Aucune analyse rationnelle ou économique ne peut expliquer les

Selon le philosophe et théoricien de la «nouvelle critique de la valeur» Anselm Jappe, la question cruciale est: comment sortir du capitalisme de marché?

triomphes de Trump, de Johnson, de Salvini, de Bolsonaro – ils gagnent en mobilisant des ressentiments et même en promettant, implicitement, d'accélérer la catastrophe et de rapprocher la fin, ce qui résoudra tous les problèmes. On peut souvent déceler un désir inconscient que tout se termine bientôt. Une forme de «pulsion de mort» semble bien le dernier mot du capitalisme. Elle était cependant déjà contenue dans sa structure de base: l'auto-multiplication de l'argent à travers le travail, un processus vide de contenu et de sens qui met le monde entier dans le broyeur afin de continuer l'accumulation du capital. Cette indifférence structurelle de la logique capitaliste abstraite pour le monde réel se retrouve finalement dans les psychologies des individus contemporains.

Au niveau des structures psychiques, comment expliquez-vous chez certains sujets les réflexes de crainte que

suscite la perspective pourtant salutaire et vitale d'un monde rompant avec le système actuel?

George Bush père a dit en 1992: «Le mode de vie américain n'est pas négociable.» En vérité, le monde entier – ou presque – pense la même chose, y inclus ceux qui simplement aspirent à arriver un jour à ce mode de vie. Un vrai changement positif arrivera seulement avec une renonciation massive et globale à ce mode de vie. Il est trop facile d'attribuer tous les maux du monde aux gouvernements, aux banques, aux Américains, aux «eurocrates», aux lobbies industriels, pour ne pas parler de ceux qui les attribuent aux migrants ou aux Juifs. Il faudra passer à une autre forme de civilisation, et ce, assez vite. Il vaudra mieux effectuer l'inévitable sortie du capitalisme industriel de manière raisonnée et ordonnée plutôt que d'attendre d'y

On voit chaque jour que le système politique actuel n'a plus aucune marge de manœuvre, même face à l'imminence d'une catastrophe écologique.



© Hiroto Sekiguchi/The Yomiuri Shimbun/AFP

être forcés au milieu d'un collage économique, écologique, culturel et psychologique. Cela ne signifie cependant pas nécessairement vivre pire qu'aujourd'hui. Une des incitations au changement sera la découverte qu'on vit mieux en renonçant à la consommation à outrance, au pouvoir sur les autres, à la concurrence perpétuelle, à la vitesse. Mais rien ne permet de savoir à l'avance si ce sera la pulsion de vie ou la pulsion de mort qui va prévaloir. Dans les zones sinistrées du monde, il y a ceux qui tentent de relancer l'agriculture, et il y a ceux qui prennent un fusil pour voler, asservir ou tuer leurs voisins.

Pouvez-vous exposer votre analyse qui place Descartes – son dualisme, sa séparation entre le cogito et le monde, l'arrasonnement d'une nature exploitée ensuite jusqu'à son épuisement, les « animaux-machines » – en point de départ de la logique prédatrice de la raison instrumentale qui nous gouverne ?

Il est tout à fait insuffisant, comme le font presque toutes les nuances de la gauche, d'inculper le seul néolibéralisme. Celui-ci n'est qu'un stade particulier du capitalisme pluriséculaire, qui est une société basée non seulement sur l'exploitation et la domination, mais plus spécifiquement sur l'existence de la valeur marchande, de l'argent, du travail dans sa double nature: abstrait et concret. Pour comprendre cette société, il faut en étudier la genèse historique, qui a duré des siècles. Descartes en a été un des penseurs

principaux: il préconisait la domination de la nature extérieure à travers la domination de la nature intérieure de l'homme, en indiquant la véritable essence de l'homme dans une pensée totalement désincarnée opposée à un monde qui n'est qu'une projection du moi. Il a ainsi donné une première formulation du narcissisme, des siècles avant le triomphe général de cette pathologie.

Quels sont les outils légués par Guy Debord qui nous sont utiles pour entamer un tournant au-delà du capitalisme ? Cela implique-t-il une révolution de nos façons de vivre, de penser, d'agir ?

Guy Debord a proposé une critique globale, totale du capitalisme, qui inclut aussi celle de l'aliénation de la vie quotidienne, réduite à la contemplation passive des décisions prises ailleurs – c'est le « spectacle », qui va bien au-delà des seuls médias. Il a fortement contribué à dépasser la mainmise stalinienne sur les mouvements anticapitalistes, mais aussi à la redécouverte des aspects oubliés de la théorie de Marx, comme la critique de la marchandise. En outre, Guy Debord a donné l'exemple d'une vie qui n'a pas accepté de compromis avec la société qu'il détestait. Et en menant l'Internationale situationniste, il a démontré qu'on peut combattre le spectacle efficacement même avec un petit nombre de personnes, si l'on choisit bien ses stratégies et si les circonstances sont favorables. Et cela, sans apparaître sur la scène du spectacle.



Derniers ouvrages parus

«Guy Debord», Paris, La Découverte Poche, 2020, 234 p.

«La Société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction», Paris, La Découverte Poche, 2017, 294 p.

Statut du fœtus : un désaccord séculaire

Le 5 avril prochain, la loi dépénalisant partiellement l'avortement en Belgique, dite « loi Lallemand-Michielsen », aura 30 ans. Les débats sur le sujet – plus précisément sa dépénalisation complète et les modalités d'application – demeurent très vifs. L'influence de l'Église sur les médecins ne date pas d'hier et une question persiste chez certains : l'avortement constitue-t-il un droit des femmes ou des enfants à naître ? Retour historique sur un sujet sensible.

Par Jolien Gijbels, doctorante - KU Leuven
et Cécile Vanderpelen-Diagre, professeure - ULB

Rappelons que, depuis ses débuts, l'Église catholique condamne l'avortement. De nombreuses discussions agitent, au fil des siècles, les théologiens pour déterminer à partir de quand le fœtus est animé d'une âme. L'idée selon laquelle l'animation est « immédiate » s'est fort répandue et la majorité des médecins, alignés sur l'Église, la suivent des siècles durant.

Au XIX^e siècle, le débat autour de l'avortement thérapeutique émerge chez les médecins, parmi lesquels se comptent désormais des libres penseurs. Les premières polémiques médicales ont lieu vers 1850. À cette époque, l'accent est mis sur la question de savoir si l'avortement médical est autorisé pour sauver la vie des femmes enceintes : la plupart des médecins libéraux sont favorables à l'avortement médical, tan-

dis qu'un certain nombre de médecins catholiques s'y opposent.

Quelles différences entre les débats d'alors et ceux d'aujourd'hui ? Elles sont nombreuses. Au milieu du XIX^e siècle, l'avortement pour des raisons psychosociales (et non thérapeutiques) est puni par le Code pénal, mais il ne fait pas encore l'objet de débats politiques. Il le devient au XX^e siècle, divisant profondément partisans et adversaires de sa (dé)pénalisation. Après la dépénalisation partielle votée en 1990, on assiste à un élargissement, voire un déplacement du débat. La question de savoir si l'avortement thérapeutique est légal n'est plus centrale. Ce sont les limites éthiques autour du terme autorisé de l'avortement et les implications médicales qui y sont associées. Cette question-là est ancienne. Déjà au XIX^e siècle, les médecins se

disputaient pour savoir lesquels des intérêts de la femme ou de ceux du fœtus devaient être privilégiés.

Un acte médical à forte dimension éthique

L'avortement n'est pas une procédure médicale comme les autres. Une autre partie – le fœtus – est concernée. Les objections éthiques découlant de cette situation ont été exprimées dans la lettre ouverte contre l'extension du délai légal d'avortement. De leur côté, les médecins favorables à l'allongement du délai ne considèrent pas non plus l'IVG comme un acte anodin.

Au XIX^e siècle, les intérêts des femmes et des fœtus étaient encore plus opposés. Sans avortement médical préventif, les femmes ayant un bassin étroit risquaient de mourir en couches. La seule alternative à cette issue mortelle pour le fœtus, à savoir la césarienne, donnait généralement naissance à des enfants vivants, mais n'offrait en revanche guère de chance de survie aux femmes. Faute de techniques de suture, d'antiséptique et d'asepsie, la plupart mourraient d'infections et d'hémorragies internes jusqu'à la fin du XIX^e siècle. En bref, les médecins confrontés à ce dilemme devaient choisir entre la vie de la femme (avortement médical) et celle du fœtus (césarienne).

Le choix du fœtus

Face à ces positions antagonistes, comment les médecins justifiaient-ils leur choix et dans quelle mesure

La question de savoir si l'avortement thérapeutique est légal n'est plus centrale. Ce sont les limites éthiques autour du terme autorisé de l'avortement et les implications médicales qui y sont associées.

la voix des femmes comptait-elle ? En gros, deux positions s'opposaient. Les médecins catholiques – défenseurs, pour la plupart, de la doctrine de l'Église – étaient contre l'avortement médicalisé, se référant au commandement chrétien : «Tu ne tueras point.» Selon eux, toute créature, même un embryon à naître et apparemment invisible, avait droit à la vie. Dans la pratique, il faut toutefois bien dire qu'ils ne réussissaient guère à persuader les femmes (et leur famille) de subir une césarienne.

Les médecins libéraux justifiaient quant à eux l'avortement médical en arguant de l'infériorité de la vie à naître. Les fœtus, créatures végétatives et parasites vivant aux dépens de la mère, étaient inexistants socialement et étaient incapables de survivre hors de l'utérus. En conséquence, s'il fallait choisir entre deux vies, ils étaient enclins à privilégier ce qu'ils considéraient comme le moindre mal : la mort du fœtus. Ils invoquaient en outre le fait que, contrairement à leurs collègues catholiques, ils n'avaient



© Romy Arroyo Fernandez/NurPhoto

Les discours sur l'IVG ont changé depuis le XIX^e siècle, mais la question de l'appropriation du corps de la femme reste sensible.

aucun mal à obtenir de la part des femmes (et de leur famille) l'autorisation de pratiquer un avortement médicalisé.

Dans le débat actuel, le statut du fœtus à naître est également crucial pour les médecins. Les opposants à la prolongation du délai légal d'avortement ont notamment fait valoir que les fœtus de dix-huit semaines étaient terriblement proches de la limite de la viabilité. Les opposants ont en revanche avancé que le stade de viabilité – à partir de vingt-deux semaines environ – est encore suffisamment éloigné dans le cas d'une IVG tardive et que les fœtus de dix-huit semaines sont encore très petits.

Le choix des femmes

Si l'on compare le discours des médecins sur les femmes au XIX^e siècle à celui d'aujourd'hui, force est de constater un énorme changement de perspective. Au XIX^e siècle, il était évident pour tous les médecins que la vie des femmes ne se justifiait que par leur fonction procréatrice. Les catholiques allaient le plus loin dans ce raisonnement. Selon eux, il incombait aux futures mères de prendre soin de leurs enfants dès la conception. Les médecins libéraux, en revanche, n'attendaient pas des femmes qu'elles éprouvent un amour inconditionnel pour un fœtus dans

le cas où leur vie était en danger. Cependant, dans des circonstances normales, ils estimaient eux aussi que les femmes devaient être des mères par-dessus tout.

Depuis la deuxième vague féministe des années 1960, 1970 et 1980, les droits des femmes à la liberté, à l'autonomie et à l'autodétermination sont devenus centraux dans le discours social. Dans le débat actuel sur l'augmentation du terme légal de l'avortement, les opposantes à l'extension du délai ont mis en avant les conséquences psychosociales d'une IVG sur les femmes. Les partisans ont quant à elles invoqué les effets psychosociaux d'une grossesse et d'une charge parentale non désirées. Ils et elles partent du principe

que la liberté de choix des femmes et leur situation personnelle, parfois difficile, expliquent pourquoi il arrive à certaines de décider d'interrompre une grossesse plus tard que la période légalement autorisée de douze semaines. Ils et elles mettent également en avant le fait que, les contraceptifs d'aujourd'hui provoquant une aménorrhée, beaucoup de femmes réalisent très tard, parfois trop tard, qu'elles sont enceintes.

Pour l'instant, une majorité de l'Assemblée est favorable à un assouplissement du terme légal de l'avortement. Reste à voir comment les cartes vont se distribuer lors des prochaines négociations gouvernementales. 

État des lieux actuel

Peu avant les vacances de la Noël 2019, la commission Justice de la Chambre a approuvé une proposition de loi sur la dépénalisation de l'avortement. La proposition, qui vise notamment à faire passer le délai d'autorisation d'avorter de douze à dix-huit semaines, a suscité un vif débat politique. Des médecins, sages-femmes et autres prestataires de soins de santé ont fait entendre leur voix à la Chambre.

En novembre, dans une lettre ouverte aux membres du Parlement, plus de 750 professionnels du secteur ont exprimé leur opposition à l'élargissement de la loi. Les signataires partageaient des convictions diffé-

rentes, mais la lettre fut particulièrement bien accueillie et relayée par des tribunes de presse catholiques. En retour, plus de 1 500 travailleurs sociaux ont exprimé leur soutien au projet de loi. Cette dernière lettre ouverte était une initiative d'organisations humanistes laïques telles que Mens.nu, le Centre d'Action Laïque, la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial et les associations de centres d'avortement vzw Luna et le Groupe d'action des centres extrahospitaliers pratiquant l'avortement (Gacepha).

À l'heure de boucler ce numéro nous attendions encore l'avis du Conseil d'État du 2 mars.

La révolution par le bas

Professeure à l'Université Paris 7 et directrice du Centre d'enseignement de documentation et de recherches pour les études féministes (Cedref), la sociologue franco-iranienne Azadeh Kian décrypte les avancées du féminisme en Iran et au Moyen-Orient depuis les années 1990.

Propos recueillis par Catherine Callico
Journaliste

Quel regard portez-vous sur la quatrième vague de féminisme déferlant dans le monde ?

C'est très positif, dans la mesure où la parole de certaines femmes s'est libérée par rapport à des exactions de type sexuel. Après l'affaire Weinstein à Hollywood, en France, de nombreuses sportives se sont plaintes de leur entraîneur à la suite de viols, d'autres ont également dénoncé un réalisateur, un écrivain... Toutefois, pour le moment, le mouvement #MeToo reste répandu dans des cercles féminins qui ont acquis un certain statut. Et les femmes ordinaires et/ou d'origine modeste sont toujours harcelées. Elles n'osent pas porter plainte, par crainte de perdre leur emploi ou d'être punies, dans certains pays comme la Tunisie. Les choses évoluent lentement.

Cette poussée féministe va parfois de pair avec une régression des droits sociaux ?

Oui, car on ne fait rien pour donner plus de pouvoir aux femmes. Elles continuent à occuper des emplois précaires et à temps partiel, et en majorité à s'occuper des enfants et des tâches ménagères. En France, elles sont 64 % dans ce cas et l'écart de salaire reste de 20 % par rapport aux hommes, sans compter les bonus et autres priviléges. Et le projet de retraites avancé par Macron fragilise encore les femmes. Il remet par exemple en question la perception du salaire des défunts pour les veuves. Ou bien, alors que la pension était jusqu'ici calculée sur les six derniers mois de travail, elle le serait désormais sur vingt-cinq années de carrière en moyenne, ce qui ne tient plus compte du critère d'ancienneté et des revenus plus élevés en fin de parcours.

Depuis son essor dans les années 1990, comment a évolué le féminisme islamique, notamment relayé par des ONG ?

Jusqu'au début des années 2000, on avait un mouvement de femmes qui

se réunissaient pour poursuivre leur combat: avoir de meilleurs salaires, une protection sociale, des droits... Et lors de la conférence de Pékin en 1995, les femmes arabes ont lancé un mot d'ordre international par le biais des ONG féministes liées à l'ONU. Les États arabes ont alors accepté de collaborer avec ces organisations et, depuis lors, la notion de genre a remplacé celle de féminisme. Mais les inégalités persistent. Et depuis une dizaine d'années, ces associations sont réprimées et leurs responsables emprisonnées, car elles ont pris part au Mouvement vert porté par les classes moyennes.

L'«ONGisation» des mouvements de femmes arabes, qu'elle émane de l'Occident ou des pays concernés, va donc également à l'encontre de leur émancipation ?

Je suis contre cette «ONGisation» pour plusieurs raisons. L'action des ONG ne s'inscrit pas dans la continuité, et les thématiques traitées – comme «la violence faite aux femmes» ou «la santé des femmes» – le sont en fonction des subventions accordées pendant un an ou deux. Ce sont les organismes qui octroient des aides financières, par des appels à projets, qui décident des thématiques à développer. De plus, ces appels sont diffusés en anglais et, en Turquie par exemple, de petites ONG n'arrivent pas à y répondre ou à en comprendre le fonctionnement. Cas emblématique, la fondation Le Toit mauve a été créée dans les années 1990 à Istanbul par des féministes pour soutenir des femmes victimes de violences. Mais faute de moyens centraux et locaux, l'héberge-



En Iran, les femmes peuvent accéder au pouvoir, mais avec l'autorisation de leur mari, explique Azadeh Kian.

ment n'y excède pas une semaine. Par ailleurs, certaines organisations bien établies reçoivent des fonds, mais les femmes qui les dirigent constituent un petit réseau qui s'entraide en vase clos.

Auparavant, dans un contexte post-colonial, la plupart de ces mouvements féministes ont également été récupérés par un féminisme d'État ?

Dans les sociétés des anciennes colonies, les femmes jouaient un rôle très important. Mais après l'indépendance, elles ont pour la plupart été écartées du pouvoir – comme ce fut également le cas en France après la Révolution française. Dans les pays arabes, on a assisté à un féminisme d'État: les États indépendants ont «pris en main» le statut des femmes

Depuis deux ans, les Saoudiennes peuvent conduire une voiture. Mais sur le fond, leurs droits fondamentaux sont toujours bafoués.



© Gehad Hamdy/DPA Picture-Alliance/AFP

et celles-ci étaient représentées par des organismes en lien avec les autorités. Ainsi, en Tunisie, ce type d'organisation était dirigée par la femme du président Ben Ali, en Iran, par la sœur du chah d'Iran et, en Égypte, par l'épouse d'Anouar el-Sadate. Ces organisations officielles ont étouffé la voix des femmes. En Algérie, avec le FLN – Front de libération nationale – au pouvoir, longtemps, les activités indépendantes féminines n'étaient pas autorisées.

Aujourd'hui, les relations restent ambivalentes entre ces États et les anciens coloniseurs. Tandis que l'image de la femme est instrumentalisée par les autorités ?

C'est très flagrant en Arabie saoudite. Alors que certains droits ont été accordés aux femmes par Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, tels que le permis de conduire ou l'accès

au pouvoir, des femmes ministres se retrouvent incarcérées. Il s'offre une image internationale en vue de négociations économiques, pour le commerce des armes, etc. De son côté, le chah d'Iran s'affichait également comme un réformateur pour casser une image moyenâgeuse, tout en déclarant aux médias que les femmes étaient inférieures aux hommes. Ou encore, au Maroc, le roi a beaucoup tergiversé par rapport au Code du statut personnel, puis avec la montée des islamistes, il a accepté la réforme de la Moudawana.

Sous couvert réformiste, il n'y a donc pas de réelle volonté des pouvoirs en place de modifier leur législation. Les femmes sont-elles désormais les actrices du changement ?

En Turquie, où en 1924 les lois ont théoriquement été laïcisé, c'est-à-dire séparées de l'islam, et

où en 1937 les femmes ont obtenu des droits politiques, on est encore très loin de l'égalité des genres. La représentation des femmes au Parlement a été très faible jusqu'en 1994, puis leur nombre a augmenté, sous l'impulsion des islamistes qui y ont poussé les femmes présentes dans leurs troupes. Au départ, elles ont également été instrumentalisées par ces derniers pour remplir le Parlement. Puis peu à peu, elles ont pris conscience que les lois n'étaient pas en leur faveur. Et de hautes responsables du parti AKP ont commencé à le critiquer. Certaines ont été exclues du parti, d'autres ont démissionné et parfois monté leurs propres associations militantes. Ces féministes sont toujours musulmanes, mais elles tentent de changer les lois, notamment en ce qui concerne le divorce et la garde des enfants. Idem en Iran, où les femmes peuvent accéder au pouvoir, mais avec l'autorisation de leur mari. Parallèlement, comme de nombreux régimes sont confrontés à une opposition islamiste, cela fait valoir des voix féminines non islamistes.

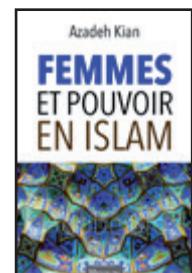
Constate-t-on des avancées au sein des nouvelles générations ?

En Arabie saoudite, depuis les années 1970, le taux de natalité a fortement chuté. Il est passé de 8 à 1,8 par ménage actuellement. En Iran, les jeunes couples de classe urbaine souhaitent rompre avec le système patrilinéaire, afin d'assurer l'égalité des genres. Ils vivent ensemble sans se marier, de façon

cachée et hors la loi. Mais s'ils veulent des enfants, ils sont contraints par la tradition à se marier.

Cette évolution est-elle également palpable parmi les ethnies, écartées du pouvoir central ?

Je parlerai principalement de deux ethnies: les Turkmènes, qui habitent au nord de l'Iran, et les Baloutches, qui vivent majoritairement au Baloutchistan, une province du sud-ouest du Pakistan. Ce sont deux ethnies à la fois non perses et sunnites, qui cultivent de nombreuses différences. Elles vivent dans des régions périphériques, plus pauvres et discriminées. Alors que les femmes turkmènes étudient et se marient tardivement, les familles baloutches s'opposent traditionnellement à l'éducation des filles, car un haut niveau de qualification les rend difficilement mariables. Mais, en raison de l'urbanisation et d'une socialisation liée, des femmes de cette ethnie issues de classes moyennes sont aujourd'hui professeures, médecins, etc., et féministes. De même, jusqu'à il y a peu, toutes ethnies confondues, seul le père décidait de l'envoi aux études de leur fille, mais le rôle des mères s'est intensifié à cet égard. Elles défendent l'indépendance financière, pour se soustraire à la domination masculine. Et par le tissage ou autre activité manuelle, des villageoises épargnent pour que leur fille ait accès aux filières de formation. La révolution est lente et elle se fait par le bas, aussi bien du côté sunnite que chiite.



«Femmes et pouvoir en islam», Paris, Michalon, 2019, 256 pages.

Avec Lucia Direnberger (codir.), «État-nation et fabrique du genre, des corps et des sexualités: Iran, Turquie, Afghanistan», Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2019, 180 pages.





60 Multilatéralisme : mort cérébrale ou analyse tronquée ?

64 Aux armes (légères), et cætera

67 Une Europe plus conflictuelle ?

Multilatéralisme : mort cérébrale ou analyse tronquée ?

Fin 2019, l'OTAN a soufflé ses 70 bougies, alors que les Nations unies fêtent leurs 75 ans cette année. Des institutions internationales qui sont au cœur des relations multilatérales entre États, depuis le siècle dernier. À l'époque, leur création engendrait l'institution d'un nouvel ordre mondial, mais aussi de normes relationnelles. Ce cadre ayant depuis lors été bousculé, voire malmené à diverses reprises, l'on peut s'interroger sur l'état et l'avenir des relations multilatérales aujourd'hui. L'encéphalogramme est-il vraiment plat ?

Par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

«L'OTAN, en état de mort cérébrale» : la petite phrase assassine lancée par Emmanuel Macron, à la fin de l'année dernière, avait remué la toile des acteurs-clés qui tissent les relations multilatérales depuis près d'un siècle, bientôt septante-cinq ans pour les Nations unies, dont la charte a été adoptée le 26 juin 1945, et sept décennies pour l'OTAN. Deux institutions internationales de premier plan, nées sur les cendres de la Seconde Guerre mondiale. Leurs réalités et leurs missions ont bien évolué depuis, car le nouvel ordre mondial, restauré dans un contexte d'après-guerre avec un cadre, des idéaux et les influences des grandes puissances de l'époque, ne pouvait demeurer figé. Mais force est de constater que l'aura et la légitimité accordée à ces instances peuvent sem-

bler vacillantes aujourd'hui. «D'une part, la charte elle-même est un instrument qui a 75 ans et qui n'est pas toujours adapté aux nécessités d'aujourd'hui. D'autre part, effectivement, l'engagement multilatéral de certains pays, en particulier des grands pays, n'a pas toujours résisté à l'épreuve du temps, et le principe de souveraineté y a parfois repris force», explique Bénédicte Frankinet, ambassadrice honoraire belge et ancienne représentante permanente auprès de l'ONU. «Il y a un siècle et demi, nous avons observé un processus d'institutionnalisation à travers le monde, tous les secteurs se voient alors couverts par une organisation, ce qui entraîne une phase de progression des normes, suivie par une phase de régression, et aujourd'hui, de blo-

cage», nuance d'emblée Guillaume Devin, professeur de relations internationales à Sciences Po. «Cela signifie qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or du multilatéralisme. Cela a toujours été un processus erratique, confronté à différentes grosses crises comme celle de la guerre froide, du clivage Nord/Sud, entre autres.»

Le «bad job» trumpien

Si l'on s'interroge davantage aujourd'hui sur la santé du multilatéralisme, c'est certainement à la suite des désaffections en série des États-Unis de Trump de différentes grandes organisations ou accords multilatéraux, dont l'Unesco et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU. On se rappellera encore que le tonitruant président américain a également claqué la porte de l'Accord de Paris sur le climat, de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien, de même que le partenariat transpacifique, un traité de libre-échange avec l'Asie-Pacifique. Une tactique en phase avec son obsession pour l'*America first*, mais qui semble aussi relever de ses valeurs toutes personnelles et de la vision que le Président se fait de notre monde (climatosceptique, avec une classification des droits humains peu humaniste, ni vraiment universaliste et une vision du développement de l'économie de marché nationaliste) et de certains acteurs qui le composent. Par ailleurs, Donald Trump n'a jamais caché son dédain pour l'ONU, qui selon lui «ne sert à rien et coûte trop cher». Trop onéreuse également, selon lui, la contribution de son pays à l'OTAN, avec 22 % de participation budgétaire à l'Alliance,

contre 14 % pour l'Allemagne et 10 % pour la France, en 2018. «Les États-Unis ont toujours occupé une position ambivalente vis-à-vis du multilatéralisme, avec une participation à la carte, selon leurs besoins. Finalement, Trump porte cette ambivalence à un niveau exacerbé», précise Guillaume Devin.

L'écueil de l'immobilisme...

Fait certain, si les États-Unis quittaient l'OTAN, l'organisation de défense risquerait de ne pas s'en remettre. Et les relations entre le Vieux Continent et la première puissance mondiale en seraient affectées. L'attitude de dédain de cette dernière envers les Nations unies ne contribue pas non plus à améliorer l'image de l'institution. Cependant, le curseur analytique n'est pas toujours placé à sa juste place, estiment différents spécialistes de la question. «Ce qui est grave, c'est quand le multilatéralisme n'est plus instrumentalisé, quand il est délaissé. C'est peut-être l'un des signes de la crise actuelle, dans laquelle on observe des retraits, une indifférence, une envie décroissante de participation. Aujourd'hui, trois membres permanents sur cinq du Conseil de sécurité de l'ONU ne veulent plus s'engager. Et la crise, elle réside là: avant, certains voulaient avancer et d'autres non, mais cela bougeait.» L'immobilisme ferait donc partie des maux qui touchent les relations multilatérales dans certaines instances internationales historiques. «Le multilatéralisme, c'est l'exercice du compromis en permanence, sauf quand on vote. Mais à part le Conseil de sécurité, on vote relativement rare-



Les missions de maintien de la paix onusiennes coûtent infiniment moins cher que les actions unilatérales des États-Unis.

ment aux Nations unies. Donc toute l'idée est de renforcer la légitimité des décisions prises par l'organisation en s'assurant que tous les États membres sont à bord, ou en tout cas, une très grande majorité», estime Bénédicte Frankinet. Le problème structurel de l'ONU réside aussi dans la non-application, et donc le manque d'effectivité des résolutions adoptées, différents États s'arrogant le droit de ne pas s'y soumettre. «On note une crise de la normativité, avec un "droit mou", qui n'est pas toujours suivi d'effets. C'est un élément de faiblesse du système multilatéral», corrobore Guillaume Devin.

... et de la légitimité

La légitimité: c'est certainement l'un des mots tabous qui entourent le statut actuel des grandes institutions internationales aujourd'hui. D'autant plus que les «ratés» de leurs actions ont souvent plus d'impact que les succès. «C'est un travers important: on analyse souvent l'état du multilatéralisme selon le prisme de ses échecs et pas assez de ses succès. Néanmoins, si l'on prend les exemples

des opérations de maintien de la paix qui sont souvent critiquées, celles-ci coûtent 6 milliards de dollars par an, alors que les États-Unis ont dépensé 40 milliards de dollars par an, depuis 2001, en Afghanistan. N'oublions pas que, pour entrer en guerre, la légitimité d'une instance internationale demeure importante, raison pour laquelle je pense que le multilatéralisme n'est pas mort, qu'il est même l'avenir des relations internationales. Mais pour que cela fonctionne, il faut que les États croient que l'engagement avec les autres ne constitue pas une somme nulle, mais qu'il soit réel et positif. Si on n'y croit pas, cela ne fonctionne pas», explique le professeur de Sciences Po, qui estime par ailleurs qu'il faut éviter le saupoudrage des multilatéralismes nationaux. Un sport dont la diplomatie française sous Macron serait par ailleurs championne. «Cela aboutit souvent à une certaine inefficacité, qui peut porter préjudice dans un contexte qui est déjà un peu brouillon.» Guillaume Devin épingle plus précisément la tendance au *forum shopping*: l'attrait pour les clubs privés (Davos, G7, entre autres), plutôt élitistes, aux intérêts servis «à la carte» et fortement orientés sur les accords commerciaux. Une dispersion qui risque d'entraîner une polarisation des relations, un déclin de l'autorité du système et un effacement de la norme.

Un multilatéralisme multiforme

Un point de vue qui n'est pas complètement partagé par tous les acteurs de terrain. «La coopération entre nous, Européens, et des organisations

régionales est toujours d'une grande utilité, notamment lorsqu'il est nécessaire d'intervenir dans la gestion des crises. En Afrique, par exemple, des organisations regroupent notamment les pays de l'ouest et les pays du sud-est. Il y a aussi l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). Elles constituent des partenaires de l'Europe pour la gestion de différentes situations conflictuelles ou de post-conflits. Je crois que recourir à ces organisations régionales, c'est une partie de la solution», explique Christian Preda, professeur de sciences politiques à l'Université de Bucarest et ancien membre du Parlement européen (2009-2019), où il a notamment travaillé au sein de la commission des Affaires étrangères comme coordinateur du groupe PPE (parti populaire européen). «Je crois qu'il y a une nouvelle façon d'assumer cette vision universaliste, avec de nouvelles dynamiques qui pèsent sur l'ordre international. La vision politique des relations internationales doit prendre en compte les réalités, les faits tels qu'ils sont, les États tels qu'ils sont, et abandonner une sorte de naïveté. L'esprit universaliste et la force des idéaux restent là, mais il faut composer avec les éléments dont on dispose à ce jour. Nous sommes peut-être face à une autre configuration de l'ordre international, avec une complexité supplémentaire. Les accords commerciaux sont inévitables, cependant, il ne faut pas hésiter à passer des accords comprenant des conditions qui sont les nôtres. Le Parlement européen a désormais cette charge de valider tout accord commercial, en tenant compte de la

préoccupation des droits de l'homme. Il y a des progrès et je pense que cette vision va petit à petit s'imposer. Il y a peut-être une crise, mais cela ne signifie pas le décès du multilatéralisme», ajoute le professeur de l'Université de Bucarest.

Vers une diversification

L'ancienne représentante de la Belgique auprès des Nations unies entend également nuancer la vision pessimiste que l'on peut se faire de l'état actuel du multilatéralisme et de la multiplication des instances impliquées dans les relations internationales. Celui-ci ne se réduit pas aux seules grandes institutions connues de tous. «Il y a en effet beaucoup de formes de multilatéralisme. Je cite quelquefois une organisation multilatérale que j'aime beaucoup: l'Organisation internationale de la vigne et du vin. Là, on ne parle que d'un thème, mais à plusieurs, dans l'espoir d'arriver à des solutions concrètes. Parfois, c'est plus facile de se focaliser sur un seul sujet. Il y aura sans doute une évolution du multilatéralisme. Le problème, c'est comment on s'y attaque, sans essayer de traiter tout à la fois. Est-ce que l'on passera par des réformes institutionnelles limitées ou, au contraire, par de grandes visions? Est-ce que l'on aura dans les prochaines années d'autres États qui aujourd'hui se déclarent unilatéralistes ou souverainistes? Cela reste encore un peu compliqué à définir. Mais il ne faut pas se limiter à une seule forme de multilatéralisme. Il faut utiliser toutes les ressources de la coopération multilatérale à différents endroits», conclut Bénédicte Frankinet. 

Aux armes (légères), et cætera

Il y aurait aujourd’hui plus d’un milliard d’armes légères qui circulent de par le monde. Le « recyclage » du commerce légal de l’armement en trafics clandestins alimente sans discontinuer la violence et la mort.

Par Achille Verne
Journaliste

Une bonne image vaut mieux que tous les textes du monde. Et le moins que l’on puisse écrire est qu’il vous donne le vertige, ce dessin croquant une paysanne famélique désespérée de cultiver un sol infertile, magma d’armes noircies par le feu de la guerre. Ce dessin signé Philippe Sadzot, on le trouve dans la bédé intitulée *Le commerce des armes: un business comme un autre?*¹ éditée récemment par le Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité (GRIP). On peut y lire: «Il est impossible de déterminer le nombre d’armes à feu qui circulent dans le monde, mais une chose est certaine: il n’y en a jamais eu autant! Selon des estimations récentes, il y en aurait aujourd’hui plus d’un milliard. Et si l’on considère les quantités qui sortent des arsenaux chaque année, ce flux n’est pas près de diminuer.»

1 Benjamin Vokar (dir.), *Le commerce des armes: un business comme un autre?*, Bruxelles, GRIP, 2019, 50 p.

Dans une récente étude, le même GRIP a pris le pouls du « cœur de la prolifération des armes illicites ». « Il s’agit », écrit Maria Camello, « du principal moyen d’acquisition d’armes et de munitions de groupes armés non

étatiques, de groupes paramilitaires ou d’organisations criminelles transnationales, qui ne peuvent pas avoir accès à ce type de matériel par d’autres moyens (car ils ne peuvent acheter directement aux États exportateurs, NDLR). Le détournement d’armes et de munitions classiques contribue à l’insécurité et à l’instabilité dans les pays et régions en conflit ou présentant des niveaux élevés de criminalité, sapant ainsi tout effort de développement durable.»

Une régulation imparfaite

Autrement dit, les normes et les mécanismes qui visent aujourd’hui à renforcer le contrôle des exportations d’armement ne suffisent pas à garantir auprès des États exportateurs leur destination finale. Une partie des armes et des munitions issues de la FN wallonne et d’autres usines occidentales, vendues à des régimes qui ont dû montrer patte blanche, finissent donc par se retrouver clandestinement en Afrique, au Moyen-Orient ou en Amérique latine.



La propagation des armes légères est parfois le résultat de politiques qui se voulaient, à l'origine, frappées au coin du bon sens.

Pourquoi? «D'abord parce qu'il y a toujours plus de conflits dans le monde, de corruption, d'intérêts politiques et de manque de régulations internes», explique Georges Berghezan, autre chercheur du GRIP qui concentre ses activités sur les conflits post-guerre froide. «Les facteurs sont nombreux. Mais sans les régulations mises en place aujourd'hui, la situation serait pire encore.»

La propagation des armes légères est parfois le résultat de politiques qui se voulaient à l'origine frappées au coin du bon sens. Ainsi, «à la chute de Saddam Hussein», détaille Georges Berghezan, «les États-Unis ont importé en Irak des millions de kalachnikovs venues d'ex-Yougoslavie pour aider à la reconstitution d'une armée irakienne. La moitié

d'entre elles ont rapidement disparu et se sont retrouvées notamment en Syrie.»

Limites et contournements des accords multilatéraux

L'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2017 n'a rien arrangé. Réticent au multilatéralisme, le président américain a remis en question plusieurs traités relatifs à l'armement et à son commerce. Mais il reste que c'est sous Barack Obama que les États-Unis ont refusé – comme la Chine et la Russie qui complètent le podium mondial de la production d'armes – de ratifier le Traité sur le commerce des armes (TCA)².

Alors que faire? «La première chose serait déjà d'appliquer les règles exis-

2 Le TCA a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies en 2013 et entré en vigueur l'année suivante. Signé par 130 États, il n'a toutefois été ratifié que par 105 d'entre eux.

tantes», commente Georges Berghezan qui rappelle avec quelle facilité certains États prônant d'un côté la limitation des armes ont violé de l'autre des embargos décrétés par l'ONU. «C'est ainsi que Nicolas Sarkozy, alors président de la République française, fit parachuter des armes aux rebelles libyens, en 2011». Cet exemple montre que la force du droit ne suffit pas en cette matière. *«A fortiori»*, explique Quentin Michel (ULiège), «si l'on sait qu'il a fallu attendre 2013 et le TCA pour disposer d'un traité onusien encadrant le commerce des armes conventionnelles. Il n'est arrivé que bien longtemps après les textes relatifs aux armes nucléaires et bactériologiques.» Ce traité donne de surcroît lieu à des interprétations qui peuvent diverger selon les États exportateurs d'armes. Un État X peut refuser de vendre à un État importateur Y au motif qu'il ne respecte pas les droits de l'homme, par exemple. Mais il prend le risque que son concurrent immédiat ne trouve au contraire rien à y redire et formalise la transaction.

Depuis 1998, l'Union européenne a ses propres règles. Son Code de conduite sur les exportations d'armements reprend huit critères, lesquels donnent lieu également à interprétation. Ce texte a néanmoins un avantage: lorsque deux États membres sont en concurrence pour «une demande identique», il y a obligation de consultations et d'échanges diplomatiques. Un débat est ouvert, mais sans pour autant que suive l'obligation de stopper les opérations commerciales en cours.

Entre de «mauvaises» mains

«La temporalité est une autre pierre d'achoppement», continue Quentin Michel. La stabilité présentée par certains régimes dictatoriaux (Saddam Hussein en Irak, Mouammar Kadhafi en Libye...) a pu amener des États exportateurs à leur vendre des armes avec la bénédiction des traités. Mais ensuite, la chute de ces régimes a eu pour conséquence de mettre cet armement entre les mains d'acteurs non identifiés, qui s'en sont servis pour des objectifs différents de ceux qui étaient affichés lors de la transaction commerciale originale. Ainsi, en 2011, alors que la crise libyenne ravageait le pays, les combattants d'al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) sont devenus les destinataires d'un trafic d'armes prises au régime Kadhafi. Un trafic organisé par des islamistes.

Pour mieux encadrer le parcours des armes, des «formalités administratives» comme les certificats d'utilisateur final (CUV) et les certificats de vérification de livraison (CVL) ont été mises en place. «Elles ne sont pas absurdes en soi», concède Quentin Michel. «Mais cela ne résout pas tout le problème. Les armements continuent à disparaître, à circuler clandestinement; les différents certificats font l'objet de fraude. Quant aux armes en question, elles ont pour caractéristique de résister au temps qui passe». C'est ainsi que des milliers de kalachnikovs – l'arme légère la plus accessible en raison de son prix bas et de sa facilité d'utilisation – fabriquées en ex-Yougoslavie ne cessent de tuer un peu partout sur la planète. 

Une Europe plus conflictuelle ?

Le début d'une nouvelle législature dans l'Union européenne (UE) est propice à la prospective. Réputée être une machine à politique publique régie par les intérêts nationaux, la loi du marché et le droit, l'UE n'en est pas moins confrontée à des enjeux de valeurs, et notamment aux religions. Plusieurs éléments suggèrent que cette dimension religieuse ne va pas s'estomper.

Par François Foret
Professeur de science politique
Cevipol-Institut d'études européennes - ULB

L'environnement international, les problèmes se posant à l'action publique communautaire, la composition du Parlement européen issu des élections de 2019 et les avatars domestiques des États membres sont autant de paramètres à prendre en compte lorsque l'on s'interroge sur l'influence des religions et du sécularisme sur les affaires étrangères européennes.

L'environnement international, tout d'abord, témoigne d'un affaiblissement – temporaire ? – des réseaux terroristes organisés au nom de l'islam qui ont frappé l'Europe de manière répétitive. Les flux migratoires ayant mis la cohésion européenne à l'épreuve, et déchiffrés par certaines forces politiques à travers un prisme culturel et confessionnel (et notamment le fantasme du «grand remplacement»), se sont réduits. La dimension religieuse reste notamment latente ou expli-

cite dans des crises internationales ouvertes dans un voisinage immédiat (Iran, Moyen-Orient). Elle est bien présente aussi dans les défis au modèle démocratique posés par des régimes populistes (Brésil) ou autoritaires (Russie, Turquie) instrumentalisant le spirituel, voire chez des partenaires économiques et politiques chez qui elle joue un rôle perturbateur (États-Unis, Corée du Sud). L'UE rencontrera donc toujours la difficulté de devoir traiter de cette variable religieuse dans sa politique extérieure. Le départ du Royaume-Uni la prive d'un acteur géopolitique dont l'expertise avait largement contribué à façonner la position européenne dans les affaires globales. Il conviendra de voir si le Service européen d'action extérieure post-Brexit, sous l'égide de Josep Borrell, poursuit l'institutionnalisation de sa diplomatie en matière de liberté religieuse.



© Parlement européen

La dimension religieuse occupe une place prépondérante dans les dissensions entre États européens.

Des enjeux étroitement imbriqués

L'agenda d'action publique de l'UE comporte encore des dossiers à forte connotation religieuse, à commencer par la lutte antiterroriste. Dans la stratégie européenne de contre-radicalisation, dès la dissipation de l'urgence post-attentats, une propension a ressurgi à externaliser le problème en refoulant la menace du *home-grown terrorism* au profit de celle de ses racines étrangères par le biais des réseaux salafistes et d'Internet. D'autres enjeux sont portés par des dynamiques sociétales également influencées par des tendances extra-européennes. L'impératif environnemental dans la lutte contre le réchauffement climatique, les transports ou l'énergie suscitent des mobilisations écologistes qui dialoguent avec certains courants

théologiques du christianisme. Les sujets moraux liés à la sexualité, à la procréation, au genre, aux discriminations, à l'éthique de la recherche scientifique ou à la marchandisation du corps humain constituent autant de pommes de discorde avivant les différences culturelles et confessionnelles entre les sociétés européennes et en leur sein. Comme lors des législatures précédentes, et peut-être davantage encore, ces sujets seront l'objet de joutes politiques au Parlement européen ou judiciaires devant la Cour de justice et de batailles de groupes d'intérêt et de *think tanks*. Comme par le passé, la référence religieuse n'y interviendra que de manière sous-jacente ou indirecte (par exemple, à propos du financement de la recherche scientifique ou des divergences entre droits nationaux sur l'adoption ou la gesta-

tion au profit des couples de même sexe), l'UE n'ayant pas de compétence directe en la matière.

Non-décision et questions qui fâchent

La conflictualisation de ces enjeux normatifs à dimension religieuse trouvera dans le nouveau Parlement européen une chambre d'écho dont il est encore malaisé de mesurer la résonance. L'assemblée est composée majoritairement de nouveaux venus encore étrangers au jeu complexe des compromis interculturels nécessaires à la construction de coalitions. La présence des extrêmes y est forte et peut favoriser la multiplication de prises de position tribunitiennes défendant des identités religieuses exclusives et des valeurs traditionalistes. L'expérience suggère cependant que ces extrêmes peinent à former des alliances et à influencer la prise de décision, mais peuvent par contre renforcer la non-décision et la délégation des «questions qui fâchent» aux États membres et à la société civile au nom de la subsidiarité. D'ores et déjà, les institutions européennes ont mis en place des initiatives visant à accentuer la défense de certains droits fondamentaux qu'elles estiment menacés, comme l'accès à l'interruption volontaire de grossesse.

Ce qui se passe au niveau européen est indissociable des politiques nationales. Les tensions entre l'UE et certains de ses États membres (Pologne, Hongrie) varient en intensité mais ne se résoudront pas, même en cas de changement de majorité dans l'un ou l'autre

Ce qui se passe au niveau européen est indissociable des politiques nationales. Les tensions entre l'UE et certains de ses États membres mettent directement en cause le religieux.

pays. Elles mettent directement en cause le religieux, par exemple dans le cas hongrois, à travers le statut des Églises ou l'offensive de Viktor Orbán sur l'héritage démocrate-chrétien du Parti populaire européen par sa promotion d'une identité chrétienne de l'Europe. D'autres protagonistes à tendance populiste ouvrent des fronts anti-islam et se font les avocats d'un christianisme culturel excluant ceux qui n'en participent pas (Vox en Espagne, Lega en Italie). En réponse, des mouvements libéraux (parfois religieux) et séculiers entendent faire barrage à ce qu'ils considèrent comme une remise en cause des idéaux européens enracinés dans les droits fondamentaux. Il en résulte parfois des réurgences sécularistes aboutissant à la stigmatisation de minorités confessionnelles ou à des controverses sur le statut et le sens de la laïcité, comme en Belgique ou en France. L'UE est vouée à jouer le miroir grossissant de ces querelles nationales tout en les connectant les unes en autres, ce qui peut à la fois accentuer leur âpreté par la peur de l'aliénation et souligner leur relativisme au vu des expériences des voisins européens. 

72 Yo les meufs !

75 « Inapte » : l'élève ou l'école ?



Yo les meufs !

En offrant une place d'honneur aux femmes dans un univers à domination masculine, le Festival La Belle Hip Hop casse les codes tout en usant de la puissance de protestation d'un mouvement urbain parfois trash, souvent poétique. Fatima Elajmi, directrice du festival, met les rappeuses, graffeuses et breakeuses sur le devant de la scène.

Propos recueillis par Amélie Dogot
Secrétaire de rédaction

La Belle Hip Hop est née un 8 mars. Une date qui n'a pas été choisie au hasard ?

Nous voulions célébrer à notre manière la Journée internationale des femmes en mettant en place un événement avec une programmation hip-hop 100 % féminine. Un jour n'aurait pas suffi, donc avec ce chiffre huit symbolique, le festival dure huit jours et jette des ponts entre des artistes nationales et internationales en provenance de huit pays différents. On souhaite aussi depuis le début montrer que de nombreuses femmes à travers le monde font partie de cette culture hip-hop qui s'exprime à travers elle malgré les stéréotypes. Car cette culture est en effet encore mal perçue et vue comme un univers très masculin. Malgré les étiquettes, elle regorge de talents féminins dans toutes les disciplines du mouvement : le rap, le graff, le DJing et la danse hip-hop.

Le « rap sale » est connu pour ses mots crus, voire ses insultes sexistes. Le mot *bitch* apparaît dans d'innombrables morceaux, même écrits par des femmes, comme le titre *She is a*

***Bitch* de Missy Elliott. Considérez-vous que cela fait partie des codes ?**

On peut considérer que cela fait partie des codes. Pas mal d'artistes américaines utilisent ce mot, notamment. Cela devient leur langage, elles se l'approprient, sans pour autant que cela soit pris au premier degré. Il y a déjà eu pas mal de débats par rapport au discours que l'on peut qualifier d'irrespectueux, mais dans l'univers du hip-hop, il est à prendre au second degré, il fait partie du jeu de rôle des rappeurs et rappeuses.

Dans le hip-hop, en paroles ou dans les clips, la femme est souvent représentée comme vénale et superficielle. Comment pensez-vous pouvoir casser ce stéréotype ?

Dans le cadre de La Belle Hip Hop, notre brique à l'édifice, c'est d'inviter des artistes engagées, des femmes militantes dans leur pays respectif et qui ont des messages importants à faire passer. Mais attention, le hip-hop est loin d'être le seul milieu qui véhicule des stéréotypes sexistes. Il



© Linda De Volder

ne faut pas oublier que cette culture est aussi un miroir de la société, les femmes y sont sous-représentées comme ailleurs. Et nous avons envie, avec le festival, de montrer qu'elles ont du talent.

Ces artistes, justement, qui sont-elles et quels sont leurs combats ?

Parmi les artistes internationales, il y a notamment la rappeuse canadienne MCM en provenance du Québec, qui est très active et militante pour les droits des femmes, et la rappeuse américaine d'origine syrienne Mona Haydar, qui porte le voile et qui est très investie dans la lutte contre les discriminations, le suprémacisme blanc, la promotion de la paix et du vivre ensemble. Il y a aussi la Sénégalaise Moonaya, qui dénonce les maux de la société africaine, et La Bruja, new-

yorkaise d'origine portoricaine, pionnière du *spoken word* et très active dans des associations de lutte contre les violences à l'encontre des femmes. Parmi les Belges, il y a les «deux meufs de la pop urbaine» Mat(hilde) Mignoty et Yas(mine) Chehaïma, alias Matyas, et l'Anversoise Miss Angel qui est vraiment en train de prendre sa place dans le milieu du rap. Chacune d'entre elles a son univers, sa plus-value.

La scène hip-hop bruxelloise est en pleine émulation ces dernières années. Souhaitez-vous montrer aux jeunes filles qu'elles peuvent s'exprimer dans ce milieu aussi ?

Le milieu du hip-hop à Bruxelles et en Belgique est un monde bien fermé. On souhaite que cela puisse aider les jeunes filles à avoir plus confiance en elles. Cette culture est un bon vecteur

Un festival qui se pérennise dans le paysage culturel et urbain bruxellois.

Cliché, poncif ou réalité ?

Depuis sa naissance dans le Bronx des années 1970, le genre hip-hop et sa sous-culture sont notamment critiqués pour leur parti pris sexiste et leur point de vue négatif sur les femmes, enfermées dans un rôle ultrasexualisé. On se souvient du tollé provoqué par l'Union belge de football quand elle a choisi le rappeur bruxellois Damso pour créer et interpréter l'hymne des Diables rouges à la Coupe du monde 2018. Alors, «le rap, c'est vulgaire, c'est que des "nique ta mère"» ? Sans sombrer dans le relativisme, on peut rappeler que la société dans son ensemble est sexiste et que l'on trouve des paroles sexistes dans tous les styles musicaux. Ce reproche s'adresse

en particulier au rap, car ses paroles sont par essence plus crues. Outre la confusion entre sexe et sexism, quand sexism il y a, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est clairement exposé. En outre, le corps des femmes n'est pas plus hypersexualisé dans les clips de rap que dans les clips de rock, de pop ou l'électro. Selon la politologue et féministe française Françoise Vergès, cette accusation portée au rap est une «focalisation raciale et de classe»: «Cette musique populaire vient d'en bas, des ghettos et des cités, de groupes qui ont été stigmatisés et marginalisés», et certains ne voudraient toujours pas aujourd'hui lui donner droit de cité.

puisqu'elle est finalement la plus populaire auprès des jeunes générations.

Au-delà des concerts et des battles, avec les ateliers organisés pendant le festival, souhaitez-vous donner voix à celles et ceux qui vivent une certaine forme d'enfermement et que l'on n'entend habituellement pas comme les enfants malades, les femmes en prison, les personnes âgées, les femmes victimes de violences et les réfugiées ?

Avec les ateliers de danse, de graffiti et d'écriture, on souhaite apporter la culture là où elle n'a pas l'habitude de s'inviter. Les artistes iront à la rencontre des femmes de la prison de Berkendael, à l'Hôpital universitaire des enfants Reine Fabiola et à la maison des repos et de soins Acacias à Molenbeek pour un atelier intergénération-

nel avec une maison de jeunes. Quand on organise des ateliers «classiques», on touche toujours le même genre de public, comme les écoles de danse. Ici, pas de laissés-pour-compte !

La Belle Hip Hop brise les murs. Les frontières aussi ?

Le Festival souhaite aussi permettre aux artistes de faire connaissance, de se lancer dans des collaborations, d'échanger leur expérience, de se produire sur les scènes d'autres pays. Le talent féminin belge est bien là et on entend le montrer ! À la suite d'une collaboration entamée l'année dernière et du pont jeté entre la Belgique et la Finlande, le festival se terminera cette année avec des ateliers de danse au cœur d'Helsinki. ♀



Festival
La Belle Hip Hop
08.03 > 15.03

À Bruxelles
Page Facebook
La Belle Hip Hop
À (re)voir
«Festival La Belle Hip Hop : Sœur, yes, sœur!»

Reportage de 10 minutes
www.libresen-semble.be

« Inapte » : l'élève ou l'école ?

L'école n'est plus adaptée à nos enfants. Elle doit changer. Le Pacte pour un enseignement d'excellence imaginé lors de la précédente législature devrait bousculer les choses. Même si d'aucuns disent que son horizon 2029 est bien trop éloigné, d'autres arguent que c'est quand même déjà ça!

Par Catherine Haxhe
Journaliste « Libres, ensemble »

Jérôme Colin, journaliste et auteur, est devenu malgré lui le porte-parole des «blessés» de l'école après la sortie de son dernier roman, *Le Champ de bataille*. Il croise son regard sur l'enseignement avec celui de Thierry Drumm, philosophe et enseignant qui signe aux Presses universitaires de Liège un livre coup de poing, *Tricher, fabrications d'intelligence collective à l'école*.

Les prémisses de l'écriture du *Champ de bataille*, on les trouve dans la vie quotidienne de Jérôme Colin. Avec trois ados à la maison, il y a quatre ans, Jérôme Colin se questionne sur le rôle du père qu'il est ou plutôt sur le nouveau rôle qu'il doit endosser. Car à mesure que ses enfants grandissent, lui, perd sa place de « dieu vivant ». Son équilibre et celui de sa famille en seront chamboulés. Des coups symboliques sont donnés, les portes claquent. Il décrit alors la vie d'un personnage qui, pour survivre dans cette famille, qu'il aime profondément, va s'enfermer dans

ses toilettes afin de réfléchir en toute sécurité. Dernier endroit qui n'est pas un «champ de bataille».

« Je voulais raconter l'histoire d'un père de famille, son rapport avec son épouse et avec ses enfants », précise Jérôme Colin. « Ce roi est déchu, ses enfants ne le regardent plus. Devenus adolescents, ils ne veulent plus lui ressembler. J'aborde plusieurs violences dans le roman : la violence familiale, la violence-colère et puis la violence de la société dans laquelle on vit. C'étaient mes thèmes de prédilection. Et puis il y a eu, sur les quelque trois cents pages du roman, dix pages sur l'école qui ont créé une polémique assez folle. Je ne m'attendais pas à devenir le porte-parole des parents mécontents. J'ai dit un jour à la radio que j'étais un père déçu par l'école, et cela a cristallisé des choses incroyables. Ce que je n'avais pas compris en écrivant le livre, c'est la douleur et les conflits que l'école ramenait dans la famille. Sans doute disais-je tout haut ce que vivaient de nombreuses familles en silence. »



Jérôme Colin,
« Le Champ de bataille », Paris,
Allary, 2008, 210 p.
Adaptation
théâtrale par Denis
Laujol
Centre culturel
d'Uccle
02.04 > 04.04



© Pierre Verdy/AFP

Gavage et restitution

Pour Jérôme Colin, l'école obligatoire entre 5 et 18 ans est une prise d'otage. Entre les trajets, les cours et les devoirs, les enfants n'ont plus le temps de vivre ni d'être reliés aux autres. «Ils vivent dans un monde tellement compétitif», ajoute-t-il. «Moi, à 40 ans, je ne suis pas sûr de grand-chose, si ce n'est que le bonheur ne peut venir que de notre capacité à être relié aux autres. Or l'école est toujours dans un principe de gavage/régurgitation, dans un apprentissage vertical. Il y en a un qui sait et vingt-cinq qui ignorent, un sur une estrade, les autres assis, taiseux dans la classe. Pour moi, c'est archaïque, je le dis dans le roman, les enfants d'aujourd'hui ont muté, la race humaine a muté, et l'école est restée dans les cavernes.»

Thierry Drumm ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que «l'école fabrique des individus auto-entrepreneurs, compétents, évaluables et solitaires dont se nourrit notre néolibéralisme». Dans son dernier ouvrage, le docteur en philosophie raconte comment il a été confronté concrètement aux problèmes de l'école. Son travail de réflexion se nourrit du pragmatisme de William James, philosophe et psychologue américain du XIX^e siècle.

«On dit que l'école n'est plus adaptée à nos enfants», explique Thierry Drumm, «mais d'une certaine façon, l'école est plus adaptée que jamais puisqu'elle fabrique des individus à la pensée mentale et privée. C'est-à-dire une pensée, une connaissance que l'on va pouvoir restituer, sans

avoir besoin d'un accès à un monde ou à d'autres que soi. De ce point de vue, elle fabrique et développe des capacités dont va se nourrir le néolibéralisme. C'est dévastateur aussi bien pour ceux qui y parviennent que pour ceux qui n'y parviennent pas. Elle nous mène au désastre. C'est pour cela que je me suis penché sur les pratiques de la triche, car précisément, les tricheurs résistent à cette pensée mentale et privée, ils développent des techniques qui leur permettent de savoir des choses sans recourir à ce que l'institution exige d'eux. Ils comptent les uns sur les autres, ils développent des formes de confiance collective. Et même dans les triches non collectives, comme le copion qui doit parfois emprunter des courants de "sympathies et d'habiletés". On va raconter, on va partager ses trucs, cela va faire éclater l'isolement.»

Retrouver le chemin des savoirs

Résister, faire de la contrebande ou jouer le jeu, voilà la question. Pour Thierry Drumm, résister semble être la seule issue, c'est même une source de joie. La triche procure un grand plaisir. «Le problème», ajoute Jérôme Colin, «c'est qu'il y a un totalitarisme de l'école dans nos sociétés, on doit immanquablement passer par là, et pour ceux qui ne voient pas ce passage par l'école comme un passage obligé de nos vies, il n'existe aucune alternative. Même si l'école ne convient pas à tout le monde. Notre société n'a rien imaginé, rien prévu d'autre pour éduquer ou préparer nos enfants au monde. C'est un triste constat.»

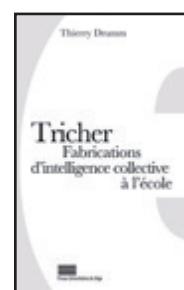
Mieux, précise Thierry Drumm, l'école fait de nous des endettés, on «doit» quelque chose au dépositaire du savoir puisque l'école est une chance que bien d'autres contrées nous envient. «Et pourtant, le terme "apprendre" peut se comprendre dans les deux sens, on peut apprendre de quelqu'un et apprendre à quelqu'un», constate-t-il, «mais cela est brisé par l'école instituée puisque l'apprentissage ne se fait que dans un sens. C'est un système abêtissant pour tout le monde.»

Jérôme Colin renchérit et conclut: «L'enfant à qui l'on conseille de résister, de s'opposer à l'école va se cogner sur une institution qui n'est pas prête à être bousculée. Elle va le déclasser, le qualifier d'inadéquat. C'est vraiment dangereux de s'y opposer. Il va falloir pervertir l'école pour qu'elle cesse de contrer tous les mouvements anticapitalistes!»

Si l'école œuvre encore à la préparation d'individus solitaires et individualistes, Thierry Drumm et Jérôme Colin l'affirment d'une seule voix: ce n'est pas comme cela que nous y arriverons. La réflexion sur l'école devra accompagner d'autres changements, nous devrons cesser de produire et de consommer à outrance. Ce faisant, nous devrons davantage collaborer et agir ensemble. L'école doit former ces nouveaux humains.



«Du décrochage scolaire au champ de bataille»
Émission radio «Libres, ensemble» présentée par Catherine Haxhe à réécouter sur www.libresensemble.be



Thierry Drumm,
«Tricher, fabri-
cations d'intelli-
gence collective à
l'école», Presses
universitaires de
Liège, 2019, 164 p.

À travers le prisme féminin

Depuis quatre ans maintenant, la blogueuse Emmaclit nous invite à voir les choses autrement en remettant en question des vérités qui pouvaient paraître établies. Ses publications en ligne ont pris la forme d'une série de BD imprimée et bien nommée: *Un autre regard*. Elle s'est successivement penchée sur l'instinct maternel, le baby blues, le clitoris et les réfugiés (tome 1), les inégalités entre les hommes et les femmes, les violences sexuelles et le harcèlement (tome 2), le climat («BD doc» hors-série), la charge émotionnelle ou encore

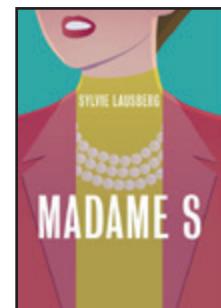


la réforme des retraites (tome 3). Dans le 4^e tome paru récemment, toujours aussi bien documenté et inspiré tant par l'actu que par sa vie personnelle, Emma revient sur la charge mentale, rappelant à quel point le problème est structurel (et pas seulement «dans la tête» des femmes), et s'attaque à la souffrance au travail et au sexisme bienveillant. En se mettant en case, à partir de ses propres questionnements et prises de conscience, Emma n'a pas son pareil pour épingle les petites choses de la vie que l'on accepte sans trop savoir pourquoi ou parce qu'on a toujours

Une grande dame réhabilitée

Félix Faure, président français sous la III^e République, celle de la France des méritants, décède le 16 février 1899, en pleine épectase. Cela vaudra à Clemenceau son bon mot: «Il se voulait César, il ne fut que Pompée.» Et ce sera, pour la dame qui était en sa compagnie au moment fatidique, le début de longues années de dénigrement et d'insultes. «La pompe funèbre», «la putain de la république» «la cocotte de Félix Faure», «la Lucrece Borgia de l'Élysée»: c'est de cette «Madame S», Marguerite Meg Japy Steinheil, que nous parle Sylvie Lausberg dans son passionnant ouvrage. «Pourquoi s'est-on autant acharné sur cette femme... pourquoi avec tant de violence, de mesquinerie et de mensonges?» Voilà la question de départ. Celle qui va mener sur le chemin de l'enquête, vingt années durant, Sylvie Lausberg, historienne, psychanalyste, présidente du Conseil des femmes francophones de Belgique et directrice de la cellule «Étude & Stratégie» du Centre d'Action Laique. Trifouillant les archives, les biographies et les arbres généalogiques des grandes familles françaises, elle nous présente une héroïne pas comme les autres. Marguerite Japy n'est pas la prostituée qu'on a voulu nous faire croire pendant des décennies.

Fille d'un industriel protestant de Belfort, qui lui vouait un amour débordant, elle est élevée dans une certaine insouciance, celle qui traverse la France de la Belle Époque et des Années folles. C'est son mariage avec un peintre académique parisien, bigleux et bisexuel, de vingt ans son aîné, Adolphe Steinheil, qui ouvre à Marguerite les portes d'un nouveau monde. Sylvie Lausberg nous plonge dans sa maison de l'impasse Ronsin, où «Meg»



tient salon. C'est là qu'elle va croiser tout ce que le Paris de l'époque compte d'influent (Gounot, Coppée, Toulouse-Lautrec, Loti, Massenet). Elle y assume sa sexualité et son enthousiasme.

fait comme ça. Sa mission ? Casser les clichés et révéler – plutôt aux jeunes et aux néophytes, donc – les barreaux de la cage qui enferment pour mieux en sortir. Et que ce soit en matière de féminisme ou d'anticapitalisme, Emma appelle le grand public à se réveiller, à développer sa conscience collective pour sortir du rapport de domination. (ad)

Emma, «Des princes pas si charmants (et autres illusions à dissiper ensemble)», Massot, 2019, 112 pages. Prix: 16 euros
 «Fallait demander», le fameux chapitre sur la charge mentale qui a fait le buzz, est accessible sur <https://emmaclit.com>.



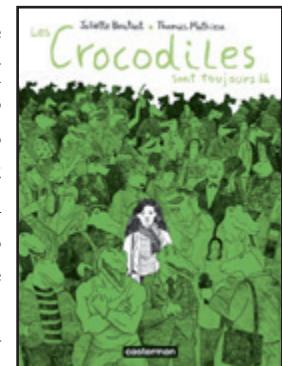
Décrise jadis par une histoire finalement très masculine comme une cocotte de luxe sans éducation, elle en était tout le contraire. Républicaine, très grande bourgeoise, éduquée, dreyfusarde, elle fut une femme à l'indépendance farouche qui s'affranchit des conventions sociales, assumant sa sexualité, à l'image d'un féminisme précurseur. Roman, enquête, thriller historique: Sylvie Lausberg offre une ode à la fameuse «connaissance du Président qui est sortie par l'escalier» et la réhabilite. Rendant aussi hommage au rôle stratégique des maîtresses du pouvoir, et finalement, à toutes les femmes. Car ne dit-on pas que derrière chaque grand homme se cache une grande femme ? Elle pourrait tout aussi logiquement se dresser à ses côtés.

Sylvie Lausberg, «Madame S», Paris, Slatkine & Cie, 2019, 240 pages.
 Prix: 20 euros

Juliette Boutant et Thomas Mathieu, «Les crocodiles sont toujours là», Bruxelles, Casterman, 2019, 186 pages.
 Prix: 19,50 euros

Ah ! les cro cro cro, les cro cro cro, les crocodiles...

Deuxième édition de cette saga de crocodiles mal léchés, autrement dit d'hommes auteurs d'actes de sexismes et de harcèlement que racontent ces planches de BD. Ces caricatures de prédateurs en série avaient déjà fait l'objet d'une première BD en 2015, pour dénoncer les gestes déplacés dont les femmes sont victimes dans les transports en commun, les dragues lourdingues dans la rue, la lesbophobie, la sexualité imposée, le viol... Mais force est de constater que, cinq ans plus tard, les violences symboliques et physiques relevant du sexismes et d'un modèle patriarcal désinhibé sont toujours présentes. D'où cette deuxième BD, *Les crocodiles sont toujours là*. On y trouve encore le harcèlement de rue, toujours les frottements et attouchements non désirés dans l'espace public et ailleurs, mais aussi (et c'est nouveau !) les violences gynécologiques et obstétricales, qui sont chaque fois plus connues, voire décriées par une partie de la société civile et du corps médical. Cette deuxième édition explore en effet plus en détail toutes les formes de sexismes ordinaires dont les femmes sont encore victimes au XXI^e siècle. Des planches réalistes, parfois crues, puisque basées sur la récolte d'histoires vécues par les auteurs de ce projet qui visent l'évolution des mentalités. Et veulent surtout qu'on puisse bientôt fredonner que les crocodiles, «ils sont partis, n'en parlons plus». (se)



Mythe moderne

Par Baptiste Coppens
Philosophe



Les prétentions d'Héra paraissaient légitimes et parfaitement paritaires: qu'on l'appelât «déesse de tous les dieux», à l'instar de son mari, Zeus. Elle le battait bien en valeur, en intelligence et en fidélité, notamment! Mais, on le devine, il fut contre; Zeus tenait à maintenir, sinon son empire, du moins son titre. «Dieu des dieux», ça en jette tout de même et ça ne se divise pas, hélas! Elle tempêta, vociféra même, promit complications et mesquineries, chaque mot compromettant davantage leur souverain hymen, tout ça ponctué de noms d'oiseaux et surtout de noms de déjections.

Dans un coin était tapie Éris, fille putative d'Héra, usant de ses sorts pour envenimer la dispute au sommet. Elle, voir ses parents s'engueuler, ça l'émoustillait; la Discorde faisait du coup tout pour. Éros, lui, se promenant alentour, vit Éris, intervint, neutralisa ses effets en l'assommant. C'était déjà ça de pris, ou d'ôté: moins de magiques piments dans l'argument. Quoique Zeus était déjà parti, fâché, garantissant représailles et terribles méfaits. Mais Éros secourut Héra, qu'il rasséréna et tempéra dans son ire, déployant de l'ingéniosité les trésors. Elle l'aurait bien tué,

ce mari non seulement volage mais surtout trop macho. Ensuite, par l'entremise d'Éros, Héra consentirait à patienter.

Et Zeus reparut. L'histoire ne dit pas quel dieu il avait, lui, croisé. Penaud, il venait présenter une dialectique piriforme. Sa poire coupée en deux, la voici: Héra pourrait être «déesse de toutes les déesses», du moment que Zeus restait bien «dieu des dieux». Et qu'on entendait ça de façon exclusivement masculine, non pas globalisant les femmes dans le même sachet. Pas besoin d'écriture inclusive, ce serait tacite: à lui le règne sur les hommes, à elle la mainmise sur les femmes. Ça marchait? Non. Elle se faisait avoir: l'égalité, ce n'est pas ça! Ils seraient tous deux «dieux de tous dieux», pas besoin de tergiverser ni d'innover: le progrès est à ce prix, celui du partage. Un atome non plus, en principe, ça ne se divisait pas; son truc de «dieu des dieux», même chose: ça ne devait pas, pourtant ça peut. Et là, ça marchait?

Ils topèrent là. Puis niquèrent. Pendant qu'Éris dans les limbes dérivait et qu'Éros errait de nouveau, Héra ira loin. ♀





Pompes Funèbres Générales de Belgique s.a

Entreprise familiale depuis 1875 TIELEMANS - RAULIER - DELRIEU

Chaussée d'Alsemberg 19 - 1060 BRUXELLES
Tél : 02/537.05.64. - pfgb.brussels@gmail.com

Funérailles Wyns

Transferts,
Funérailles, Crémations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

Association sans but lucratif

Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématiste. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Années

Conférence, émissions, colloque... les bonnes énergies

CONFÉRENCE-DÉBAT

FÉMINISMES

SAMEDI 7 MARS 2020 DE 13H À 18H

À
LA CITE MIROIR
SAUVENNIÈRE

En présence de
CAMILLE BRUNEAU - JULES FALQUET - BETEL MABILLE
RUTH PALUKU ATOKA - JULIE PILORGET

www.calliege.be • info@calliege.be

Avec le soutien de la Province de Liège - Service culture

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Jean De Bruecker

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evrard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoynne

Illustrations

Tanguy Maerten

Graphisme

YEBOgraphics

Imprimeur

Kliemo

Fondateur

Jean Schouters

Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20€ • Étranger : 32€
par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

E-mail : fabienne.sergoynne@laicite.net

www.laicite.be

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement de vos données soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016 (règlement n° 2016/769). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee





Libres, ensemble

LES RENDEZ-VOUS DE LA LAÏCITÉ MARS 2020

À LA TÉLÉVISION

Les nouvelles formes de féminisme

(28')

Présentation : Catherine Haxhe

Reprisant les combats des générations antérieures, les plus jeunes se réapproprient le féminisme et le reformulent autour du combat contre le sexismes au quotidien. Parmi les nouvelles formes de féminisme pointe aussi la question de l'intersectionnalité.

Date	Heure	Chaine
08/03	09H20	La Une
11/03	23H45	La Trois
14/03	10H30	La Une

Prison pédagogique, outil de prévention

(10')

Présentation : Vinciane Colson

Transformer une prison désaffectée en musée pour faire comprendre aux jeunes les conditions de détention et les sensibiliser aux dégâts de l'univers carcéral, c'est ce qui a été fait à Tongres pendant deux ans. Une expérience que Jean-Marc Mahy et Luk Vervaet, auteurs de *Le Musée de Tongres est mort ! Vive la prison ?*, souhaiteraient reproduire.

Date	Heure	Chaine
17/03	En fin de soirée	La Une
23/03	23H45	La Trois

IA : enjeux éthiques et libre arbitre

(28')

Présentation : Vinciane Colson

Médecine, justice, recrutement : l'intelligence artificielle est partout. Elle est source de progrès mais engendre aussi des questions éthiques. Comment garder le contrôle sur les algorithmes ? Les valeurs humanistes risquent-elles d'être menacées ? Et comment éviter les biais sexistes et racistes ?

Date	Heure	Chaine
22/03	09H20	La Une
25/03	23H45	La Trois
28/03	10H30	La Une

À LA RADIO

Sur la Première RTBF vers 20H (28')

5 ans après Charlie : la liberté d'expression, c'est fini ?!

Samedi 7 mars

Les Cannabis Social Clubs dans les filets de la justice

Samedi 14 mars

Tronc commun, gratuité, pacte d'excellence : quelle école pour demain ?

Samedi 21 mars

Philosophie de l'État social

Samedi 28 mars

07 MARS 2020 32^{ÈME} COLLOQUE
DE LA LAÏCITÉ

9H30-17H00 ACCUEIL DÈS 9H00

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

MON BOSS OU MA CAMARADE DE BOULOT ?
QUE SERA LE TRAVAIL DE DEMAIN ?

CHÂTEAU DU KARREVELD
SALLE LA GRANGE
AVENUE JEAN DE LA HOESE, 3
À MOLENBEEK-SAINT-JEAN

CONTACT ET INFOS
colloque@aml-molenbeek.be
charles.susanne@hotmail.com